

LA SITUATION
FAITE
AU PREMIER SAISSANT
en droit français et étranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 17 Juin 1909, à 2 h. 1/2

PAR

G. PLESNILA

Président : M. TISSIER, Professeur.

Suffragants { MM. LE POITTEVIN, } *Professeurs.*
LESEUR, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA SITUATION
FAITE
AU PREMIER SAISSANT
en droit français et étranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 17 Juin 1909, à 2 h. 1/2

PAR

G. PLESNILA



Président : M. TISSIER, Professeur.

Suffragants { MM. LE POITTEVIN, } *Professeurs.*
LESEUR, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1909

INDEX

*des ouvrages auxquels il est renvoyé par la seule indication du
nom de leur auteur.*

- Aubry et Rau... .. *Cours de droit civil français*, 8 vol. Cinquième édition en cours de publication.
- Demolombe. *Cours de Code Napoléon.*
- Dodo *De la Saisie-arrêt*. Thèse Paris, 1889.
- Glasson..... *Précis théorique et pratique de procédure civile*, avec le concours de P. Colmet-Daage, deuxième édition, par Albert Tissier. 2 vol., 1908.
- Laurent.... . *Principes du droit civil français.*
- Leurquin.. . . . *Code de la Saisie-arrêt*, 1 vol., 1906. Paris et Bruxelles.
- Lyon Caen et Renault *Traité de droit commercial*. Troisième édition, 10 vol.
- Planiol..... *Traité élémentaire de droit civil*, tome premier, cinquième édition, 1908 ; tomes deuxième et troisième, quatrième édition 1907.
- Roger. *Traité de la saisie-arrêt*, deuxième édition 1860.
- Thaller..... *Traité élémentaire de droit commercial*. Troisième édition, 1904.
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Dans toute saisie un créancier peut, grâce à sa diligence, arriver à se faire payer avant que les autres créanciers du même débiteur aient le temps d'intervenir.

Si ce débiteur est insolvable, le premier saisissant jouira en fait d'une situation privilégiée. Il aura son paiement au détriment des autres créanciers.

C'est une situation de fait qui peut se présenter quelquefois.

Elle ne nous intéresse pas.

La situation que nous nous sommes proposé d'examiner spécialement pour la saisie-arrêt se présente quand le premier saisissant vient en concours avec les autres créanciers du même débiteur.

Dans ce cas nous trouvons dans la jurisprudence plusieurs solutions dans lesquelles la situation du premier saisissant est tantôt trop avantageuse, au détriment des autres créanciers, et tantôt vraiment inique. D'autre part, la loi présente sur cette question une lacune considérable que la jurisprudence ne peut pas combler.

Ces questions peuvent facilement être groupées selon trois principes qui dominent toute cette matière, et nous

allons les examiner dans trois chapitres différents. Dans un dernier chapitre nous exposerons la situation du premier saisissant dans les législations étrangères.

Chapitre I. — L'égalité entre créanciers et la situation du premier saisissant.

Chapitre II. — L'indépendance des poursuites et la situation du premier saisissant.

Chapitre III. — L'indisponibilité de l'objet saisi et la situation du premier saisissant.

Chapitre IV. — La situation du premier saisissant à point de vue législatif.

CHAPITRE PREMIER

L'égalité entre créanciers et la situation faite au premier saisissant.

Les solutions proposées pour trancher le conflit entre les créanciers d'un débiteur insolvable peuvent être aisément classées en quatre groupes correspondant à quatre conceptions différentes sur les droits des créanciers :

1^{er} *Système*. — Les créanciers doivent être payés dans un ordre déterminé d'après la date de leurs créances (1). C'est-à-dire que dans ce conflit entre créanciers, le plus ancien est préféré aux plus récents et ainsi de suite. Ce serait même, selon M. de Vareilles Sommières, la seule solution logique et juste (2).

Nous trouvons ce système appliqué dans plusieurs coutumes de l'ancien droit :

(1) De Vareilles Sommières. Du conflit de créance et du droit de préférence entre les créanciers. *Revue critique*, t. 72, 1905, p. 529 et t. 73, 1906, q. 474.

(2) De Vareilles Sommières, *op. cit.*, 1905, p. 529.

I. Dans les coutumes de Bretagne (1) et de Normandie (2) les créanciers étaient payés dans un ordre fixé par les dates de leurs créances.

Dans l'art. 306 de la très ancienne coutume de Bretagne, nous trouvons la disposition suivante : « obligations et jugiez doivent être exécutez et payez, chescun la obligation ou jugié qui fust du premier temps, car le premier temps doit être le premiér exécuté et païé. » Même si la plus ancienne obligation est verbale, elle aura toujours le premier rang : « Et pousé que il y ait aucuns qui aient lettres, obligation ou jugié, et autres n'en aient rien, enffourmant du premier temps de l'obligacion par témoignz ou autrement, ils doivent estre les premiers paieiz et exécutez. »

II. Dans d'autres coutumes ce système était appliqué seulement aux poursuites immobilières. Ainsi dans la coutume de Paris, on payait les créanciers qui avaient saisi les immeubles, dans l'ordre de la date de l'obligation générale.

L'exécution sur les immeubles du débiteur, longtemps impossible, fut admise toutes les fois que le débiteur y consentait, soit par l'obligation spéciale, soit par l'obligation générale qui, plus tard, fut appelée hypothèque générale (3). On finit par admettre que

(1) Planiol, II, p. 824, note 2. — *Très ancienne coutume de Bretagne*, art. 306. *Nouvelle coutume de Bretagne*, art. 231 et 577.

(2) *Coutume de Normandie*, art. 596.

(3) Esmein. *Essai sur les contrats dans le très ancien droit français*, p. 156, 177, 182, 185 et 186. — Glasson. *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. III, p. 450 et suiv.

tout acte notarié contenait obligation générale. Il résultait que l'exécution sur les immeubles se faisait dans l'ordre de date de l'acte notarié constatant la créance (1).

Les obligations verbales ou sous seing privé étaient soustraites à ce régime. Il y a lieu de croire que les plus nombreuses obligations étaient faites par acte notarié ; les mots obligation et hypothèque étaient presque synonymes, comme l'atteste encore aujourd'hui la terminologie employée dans le monde judiciaire (2).

On trouve aujourd'hui encore quelques traces de ce système dans la dualité des procédures de distribution entre créanciers des sommes obtenues par la saisie. Comment expliquer autrement la procédure de l'ordre pour les immeubles à côté de la procédure de distribution pour les meubles, quand dans les deux procédures il y a des créanciers soumis à la loi générale du concours et des créanciers qui jouissent d'un tour de faveur en vertu des dispositions exceptionnelles de la loi (3) ?

Dans la plupart des législations étrangères, il n'y a qu'une seule procédure de distribution des deniers, que les biens saisis soient meubles ou immeubles (4).

Ce système ne reçut pas toute l'étendue qu'il com-

(1) Planiol, II, n° 2683, 2851 et 2877.

(2) Planiol, II, n° 158. 2°.

(3) Glasson, II, n° 1681.

(4) Voir notamment loi fédérale suisse du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dette et faillite.

portait ; il fut étouffé et déformé dans sons évolution par les idées romaines sur l'égalité entre créanciers, qui finirent par s'imposer complètement avec le Code civil.

2° *Système*. — Les créanciers sont payés dans un ordre fixé selon la qualité de leur créance. Ce système suppose établi un tableau des plus compliqués, dans lequel les créances seraient classées dans un ordre déterminé selon l'intérêt présenté par la prestation ou par la personne du créancier.

Ce système a été admis de tout temps, mais exceptionnellement et seulement pour un nombre très restreint de créances dignes de cette faveur, et qu'on appelle *créances privilégiées*.

3° *Système*. — L'ordre des saisies détermine l'ordre des paiements : le système du *privilege du premier saisissant*.

Le droit germanique a connu longtemps ce système. « Longtemps dans mainte région jusqu'au xv^e, xvi^e et même xvii^e siècle régnait sans exception ce principe : le créancier qui s'attaque aux biens d'un débiteur en fuite, obtient droit de saisie pour lui seul, il prime par conséquent tous ceux qui, après lui, se procurent une pareille saisie » (1).

Le très ancien droit français a connu le même système

(1) Kohler, *Lehrbuch des Konkursrecht*, traduction du chapitre historique dans les *Annales du droit commercial*, 1892, p. 16.

Voir aussi Stobe, *Zur Geschichte des alten deutschen Konkursprocess*, p. 9 et 17.

à une époque très éloignée et seulement dans les saisies privées sur les meubles (1).

Il est très difficile de fournir des détails précis sur ce privilège, car dès le ^{xiii}^e siècle (2) il est profondément modifié par le principe d'origine romaine, de l'égalité entre créanciers en cas d'insolvabilité ou de déconfiture. Or, le propre de tout privilège est justement de faire passer le créancier qui en bénéficie avant les autres, toutes les fois que le débiteur est insolvable (3). Dès le ^{xiii}^e siècle, le privilège du premier saisissant ne produit plus cet effet qu'en cas de solvabilité du débiteur saisi, mais quand celui-ci est insolvable et que le créancier a tout avantage de se voir muni d'une cause de préférence, ce privilège lui est refusé.

Le privilège du premier saisissant, déchu du rôle de vrai privilège, continua sous ce nom à remplir une fonction juridique différente jusqu'au jour où il fut définitivement abandonné par le Code de procédure civile de 1806.

Il existe encore dans certaines législations étrangères (4) où il sert à trancher les conflits entre saisissants quand le débiteur saisi est parfaitement solvable.

Ce changement était depuis longtemps accompli lors-

(1) Brissaud, *Cours d'histoire générale du droit français*, 1904, II, p. 1464.

(2) Brissaud. *Ibid.*

(3) Planiol, II, n° 2544.

(4) Art. 804 C. pr. civ. allemand.

qu'on commença la rédaction de la coutume de Paris. La lutte entre le principe germanique du privilège du premier saisissant et le principe romain de l'égalité entre les créanciers avait fini par le triomphe de ce dernier. Dans les *Coutumes notoires* de Brodeau, nous trouvons une décision de 1371 qui parle de l'égalité entre les créanciers comme d'une institution depuis longtemps définitivement établie (1).

Les art. 179 et 180 de la coutume de Paris limitent l'application du privilège du premier saisissant, établi par l'art. 178, au cas de déconfiture. Il n'était plus appliqué que si le débiteur était solvable (2).

Depuis le ^{xiii}^e siècle, le privilège du premier saisissant n'existe plus comme privilège. Il continue à remplir une fonction juridique différente et conserve sa dénomination. Et c'est à tort qu'on a parlé de la résurrection d'un privilège de l'ancien droit (3) quand on a fait la loi du 17 juillet 1907. Il faut beaucoup rabattre de cette prétention.

4^e *Système*. — *Egalité entre créanciers*. — C'est le système de la législation française. Tous les créanciers ont des droits égaux sur le patrimoine de leur débiteur. Ce principe est d'ailleurs tempéré par quelques exceptions légales (art. 2093 et 2094 C. civ.).

(1) Brodeau, *Coutume de la prévôté et vicomté de Paris*, 1669, II, p. 552.

(2) Pothier, *Procédure civile*, n° 494 et 508.

(3) Félix Baston, *La loi du 17 juillet 1907*, thèse Paris, 1908.

Laissé à lui seul, l'ancien droit français aurait abouti, peut-être, par un développement naturel, au premier système que nous avons examiné : paiement des créanciers dans l'ordre de priorité.

Mais les vieux jurisconsultes français étaient imbus de droit romain. N'importe quelle institution coutumière était vue à travers le Digeste et les Institutes. Un exemple : Brodeau justifie le privilège du premier saisissant, inconnu par le droit romain, et probablement d'origine germanique, en invoquant des passages du Digeste (1). Il le critique d'ailleurs en s'appuyant toujours sur l'autorité des jurisconsultes romains.

Le principe de l'égalité entre créanciers, admis au début seulement pour les saisies mobilières (2), finit par s'imposer dans toutes les saisies, et les rédacteurs des Codes en le généralisant obéirent au développement d'une longue évolution.

Notre droit connaît le système de l'égalité entre créanciers plutôt comme une règle de principe que comme une réalité.

L'égalité entre créanciers est une étiquette vague sous laquelle s'abrite une situation de fait laissée au hasard des paiements et des saisies « qui accepte ce qu'on ne peut empêcher » et qui surtout valide les faits accomplis (3).

(1) Brodeau. *Coutume de la vicomté et prévosté de Paris*, 1669, II, p. 437.

(2) Glasson. *Les sources de la procédure civile française*, 1882. p. 80.

(3) De Vareille-Sommière. *Du conflit de créance et du droit de préférence entre créanciers*. *Revue critique*, 1903, p. 533.

Il ne faudrait pas croire pourtant que seule une organisation complète de la déconfiture pourrait réaliser cette égalité. Par une meilleure organisation des voies d'exécution, l'égalité entre créanciers arriverait assez facilement à être réalisée. La faillite civile, ensemble de règles d'une portée plus grande que la simple égalité entre créanciers, a peu de chance de pénétrer dans le droit français, malgré la grande autorité des publicistes (1) qui la défendent car, croyons-nous, l'opinion publique lui est plutôt hostile.

Comment la jurisprudence est-elle arrivée à réaliser l'égalité entre créanciers dans les saisies ? Nous trouvons deux solutions différentes, l'une appliquée à toutes les saisies et l'autre exceptionnelle pour la saisie-arrêt.

§ 1^{er}. — **Égalité de fait entre les créanciers saisissants.**

La qualité de premier saisissant ne confère aucun privilège. Le premier saisissant a les mêmes droits que les autres créanciers dont il doit subir le concours.

Pour réaliser l'égalité et protéger tous les créanciers, on peut concevoir, au point de vue législatif, deux séries de dispositions par lesquelles 1° les créanciers seront avertis de la déconfiture de leur débiteur et de

(1) Garraud. *De la déconfiture et des améliorations dont la législation est susceptible*, 1880. — Thaller. *Des faillites en droit comparé*. Paris, 1887, I, p. 125 à 202.

l'existence d'une saisie sur ses biens par différents moyens de publicité ; 2° ils seront mis en demeure de produire leur créance dans un délai fatal.

Nous trouvons dans la législation française quelques dispositions qui, en partie, répondent à ces deux moyens de protection. Les dispositions légales étant incomplètes, la jurisprudence a été obligée de les compléter.

1° *Publicité de la contribution* (1). — L'art. 659 C. pr. civ. et le décret du 16 février 1807 oblige le poursuivant à signifier aux créanciers, qui se sont fait connaître par opposition ou saisies, de produire et au saisi de contredire (2).

Les créanciers qui ne se sont pas fait connaître restent en dehors de la protection légale, ils ne sont pas avertis de l'ouverture de la contribution.

Il est à remarquer que même ceux qui sont convoqués n'avaient pas été avertis, et avaient fait opposition, étant plus diligents que les autres.

Dans l'état actuel de la législation, aucun remède à cette situation :

2° *Délai fixé pour produire*. — Les créanciers opposants doivent produire dans le mois de la sommation

(1) La publicité de la saisie peut avoir le même effet que celle de la contribution. A cet effet, les dispositions de l'art 609. C. pr. civ., peuvent être considérées comme suppléant en partie au défaut de publicité de la contribution.

(2) Glasson. II, n° 1687.

qu'ils ont reçue, sous peine de forclusion de plein droit (1). Mais jusqu'à quel moment pourront se présenter les créanciers qui n'ont pas fait opposition ou saisie et qui ignorent — ils n'ont pas été avertis — que d'autres créanciers plus diligents se partagent les biens de leur débiteur ?

Deux solutions ont été proposées :

a) Ils peuvent se présenter jusqu'à la clôture de la distribution par contribution (2). La forclusion de l'art. 660 C. pr. civ. doit s'interpréter restrictivement seulement pour les créanciers qui ont été sommés de produire. L'art. 503 C. com. consacre presque le même système pour la faillite (3). Pourquoi donner une autre solution en cas de déconfiture ?

b) La jurisprudence applique aux créanciers non opposants le même système qu'aux créanciers opposants (4). Les créanciers opposants qui n'ont pas produit dans le délai d'un mois après sommation sont forclos. Soit !

Mais elle va plus loin. Elle considère forclos les créanciers qui n'ont pas été sommés de produire, malgré que ce délai a pour point de départ une sommation qui ne pût jamais leur être adressée. C'est injuste car ils

(1) Glasson. II, n° 1688.

(2) Garsonnet, 2^e édition, t. V, § 1930.

(3) Thaller, n° 1897.

(4) Cass. civ., 6 juil. 1899, D., 1900, 1, 480. Ntmes. 30 déc. 1892, D., 1894, 2, 365. Rennes, 28 déc. 1893, D., 1894, 2, 385.

ignorent l'existence d'une procédure de distribution par contribution.

La jurisprudence justifie sa solution en invoquant la généralité de l'art. 660 C. pr. civ. et l'utilité d'une conclusion définitive et absolue.

§ 2. — Situation exceptionnelle et privilégiée faite par la jurisprudence au premier saisissant dans la saisie-arrêt.

La jurisprudence aurait dû faire la même situation aux saisissants dans une saisie-arrêt que dans toutes les autres saisies.

La situation doit être la même.

Puisque tous les opposants ont des droits égaux (1), on doit organiser une contribution dans laquelle tous

(1) Nous ne croyons pas que l'art. 9 de la loi du 13 juil. 1907 sur le libre salaire de la femme mariée ait consacré un privilège au profit de l'époux saisissant et au détriment des saisissants postérieurs.

Art. 9 : « La signification du jugement rendu en conformité de l'art. 7 qui précède, faite au conjoint et au tiers débiteurs à la requête de l'épouse qui en bénéficie, lui vaut attribution des sommes dont la saisie a été autorisée, sans autres formalités ».

Personnellement, nous croyons que cette loi, en parlant d'attribution au profit du conjoint saisissant, a entendu se rapporter au système de la jurisprudence examiné dans ce paragraphe. — Pourtant on a prétendu que c'est un privilège, et que l'époux saisissant pourrait méconnaître même les saisies antérieures. v. J. Sourdois: *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail*. *Revue trimestrielle*, 1907, p. 586. La jurisprudence aura à se prononcer.

seront admis à produire jusqu'au jour du règlement provisoire (1).

Cette solution a été admise — nous l'avons vu dans le paragraphe précédent — par la jurisprudence française dans toutes les autres saisies. Elle a fini par s'imposer pour le bénéfice de l'action publique (2). Enfin elle est appliquée par la jurisprudence belge (3) à la saisie-arrêt, organisée par une législation identique à la nôtre.

La jurisprudence française a un système différent. Elle abrège considérablement le temps dans lequel les autres créanciers du même débiteur saisi peuvent utilement intervenir pour se faire payer en concours avec le saisissant diligent. La forclusion des créanciers ne se produit plus au jour où le tiers saisi paye entre les mains des saisissants, elle se produit plus tôt.

Le jugement de validité de la saisie-arrêt, qui constate simplement la validité de l'opposition, a pour effet, dans le système de la jurisprudence, de dessaisir le débiteur saisi pour opérer transport de la créance au saisissant. Ce jugement passé en force de chose jugée et signifié au tiers saisi, en opérant transport au sai-

(1) Roger. *Saisie-arrêt*, n° 642 et suiv. — Laurent, t. 17, n° 551 et 552.

(2) Planiol. II, n° 294 ; Aubry et Rau, t. IV, § 312, texte et note 19. Laurent, XVI, n° 407. V. cependant Cass. civ., 23 juin 1903. S., 1904, 1, 289 et note Tissier.

(3) Bruxelles, 9 mars 1894. D., 1895, 2, 283 et la jurisprudence antérieure citée en note.

sissant, produit fatalement la forclusion des autres créanciers du débiteur saisi (1).

Voici comment s'exprime l'arrêt de la Cour de cassation, Chambre des requêtes, du 9 mars 1908 (2) :

« Le jugement de validité de saisie-arrêt dessaisit le débiteur des sommes arrêtées pour en faire le transport au saisissant et être opposable aux tiers, c'est à la double condition : d'une part que le jugement soit signifié au tiers saisi, et, d'autre part, qu'il soit passé en force de chose jugée. »

« Le transport résultant ainsi du jugement produit tous ses effets à l'égard des tiers à dater de la signification du jugement aux tiers saisis, comme il les produirait en matière de cession de créance ordinaire à partir de la signification du contrat de cession au débiteur cédé. »

Comment la jurisprudence justifie-t-elle son système ?

Il est très difficile de trouver la justification dans les arrêts que nous avons cités. La plupart en parlent comme d'une règle incontestée (3).

(1) Cass. 28 fév. 1822., S., 1822, 1, 217 ; Cass. 31 janv. 1842. S., 1842, 1, 119 et D. 1842, 1, 64.

Nombreux arrêts dans le même sens qu'on peut trouver cités dans la note de M. Tissier, sous Cass., 30 nov. 1897 et 14 fév. 1899, dans S., 900, 1, 121.

Les plus récents arrêts sont : Cass., 28 mars 1904. S. 1905, 1, 224 ; Rouen, 10 mars 1900, D., 902, 2, 43, note Glasson ; Cass., 23 mars 1908, et 9 mars 1908. S., 908. *Bulletin des sommaires*, I, p. 42 et 26.

(2) Cass. req., 9 mars 1908. S. *Bulletin des sommaires*, I, p. 26.

(3) « Attendu, en droit, que l'effet nécessaire des jugements a été

La doctrine tâche de justifier cette solution par des arguments plus sérieux :

1° Le cessionnaire à la suite du jugement de validité possède une action directe contre le tiers saisi. Comment justifier l'existence de cette action ? Il faut admettre qu'elle existe en vertu d'un transport de la créance saisie au saisissant et qui l'exerce par conséquent en qualité de cessionnaire (1).

Et si, par ce système, on arrive à favoriser le premier saisissant au détriment des créanciers intervenus trop tard dans la saisie, on ne peut pas dire que le premier saisissant jouit d'un privilège illégal. Sa situation est parfaitement conforme à la loi. Les autres créanciers ont eu le tort de pratiquer une saisie à un moment où la créance ne faisait plus partie du patrimoine de leur débiteur à cause de l'effet du transport.

2° Cette solution est d'une très grande utilité. « Dans le système de la jurisprudence, dit M. Glasson, sans reconnaître comme on faisait dans l'ancien droit, aucun privilège au profit du premier créancier saisissant, on lui donne le droit et le moyen de compter sur la créance du saisi, par cela même qu'on la fait sortir du patri-

de dessaisir le débiteur saisi des sommes arrêtés, pour en faire attribution et transport au saisissant ; qu'on ne saurait méconnaître cette attribution sans refuser à la chose jugée toute espèce d'efficacité, etc. » Cass. civ., 31 janv. 1842., S., 42, I, 119 et D., 1842, I, 64. Les arrêts plus récents ne donnent aucune justification.

(1) Planiol, II, n° 463. Glasson. II, n° 1277.

(2) Glasson, II, n° 1277.

moine du saisi et qu'on la fait entrer dans son propre patrimoine. » Tandis qu'avec le système qui veut que, malgré le jugement de validité, la créance reste dans le patrimoine du saisi, « de nouvelles saisies-arrêts peuvent être pratiquées indéfiniment jusqu'au paiement effectif, de telle sorte que le saisissant ne jouit d'aucune sécurité. »

La critique du système de la jurisprudence est facile à entreprendre (1). La situation faite au premier saisissant est illégale et contraire au principe de l'égalité entre créanciers.

L'utilité d'une situation privilégiée pour le premier saisissant peut être un argument de grand poids au point de vue législatif, mais ne peut pas servir de base à une jurisprudence dans une législation qui n'admet pas des causes de préférence sans un texte de loi.

Le jugement de validité constate simplement que la saisie est valable, il n'opère aucun transport. Une distribution par contribution doit intervenir pour la colloquation des créanciers sur la somme saisie. L'art. 579 C. pr. civ. est très clair : « Si la saisie-arrêt ou opposition est déclarée valable, il sera procédé à la vente et distribution du prix, ainsi qu'il sera dit au titre de la distribution par contribution. »

Les jugements sont généralement déclaratifs (2). Le

(1) Roger, n° 642 et suiv. ; Laurent, t. XVII, n° 551 et 552 ; Garçonnet, 2^e édit., IV, p. 431 ; note de M. Tissier, S., 900, 1, 421.

(2) Glasson, I, n° 577.

jugement de validité d'une saisie-arrêt ne peut pas avoir un autre effet.

C'est à tort qu'on lui trouve des traits communs avec le jugement d'adjudication qui a seulement les apparences d'un jugement, mais qui est en réalité un acte solennel exigé pour la preuve de l'existence du transfert de propriété (1).

D'ailleurs « le juge n'a pas le droit d'attribuer à un seul créancier un bien qui est le gage de tous ; après le jugement comme avant, la chose saisie est dans le patrimoine du débiteur, elle peut donc être saisie par ses créanciers. Le droit de faire une saisie-arrêt cesse seulement le jour où la chose est sortie du patrimoine du débiteur ; et elle ne sort de son patrimoine que par la distribution qui en est faite entre les créanciers » (2).

Cette jurisprudence est définitivement établie. Nous nous trouvons en présence d'une règle prétorienne, imposée par la jurisprudence sous la pression des besoins pratiques et malgré les dispositions formelles de la loi et les vigoureuses critiques de la doctrine.

Cette situation privilégiée faite aux saisissants diligents se recommande par ses grands *avantages* pratiques, mais elle présente plusieurs *inconvénients*.

Avantages du système de la jurisprudence. — La longueur de la procédure de la saisie-arrêt fait au

(1) Glasson, II, n° 1277 et 1386.

(2) Glasson, II, 1256.

premier saisissant une situation exaspérante. A tout moment, il est exposé au concours d'un nouveau créancier opposant. Les nouvelles saisies-arrêts peuvent être pratiquées par des créanciers postérieurs à la première saisie-arrêt, ou par un cessionnaire, dont la signification du transport est postérieure à la saisie (1).

En décidant que le jugement de validité opère transport de la somme saisie-arrêtée au saisissant, la jurisprudence lui a donné le droit et le moyen de compter sur la créance du saisi, soustraite de la sorte au concours des nouveaux saisissants.

Sans doute, c'est un privilège illégal, mais il est absolument nécessaire, car dans la plupart des cas où la jurisprudence a eu l'occasion de faire l'application de son système, le premier saisissant se voyait disputer la somme saisie par un créancier qui avait fait opposition plusieurs années après le jugement de validité. Un exemple : l'arrêt de la Cour de cassation, du 27 juin 1892 (2) donne cette solution à propos d'une nouvelle saisie-arrêt pratiquée cinq ans après le jugement de validité.

Inconvénients du système de la jurisprudence. — A côté de cet avantage, très grand il est vrai, le système de la jurisprudence a l'inconvénient de soulever de nombreuses difficultés dans son application, soit quant aux effets, soit quant aux conditions de validité du transport.

(1) V. chapitre III.

(2) Cass., 27 juin 1892, D., 93, 1, 21.

I. *Effets du transport judiciaire.* — A la suite du transport judiciaire, le saisissant doit être considéré comme cessionnaire, le tiers saisi comme cédé, et le débiteur saisi comme cédant.

Et seuls, les rapports résultant d'une cession de créance doivent subsister entre eux :

Il résulte que le saisissant, en qualité de cessionnaire possède deux actions : une *action en paiement* contre le tiers saisi (cédé) et une *action en garantie de droit* envers le débiteur saisi (cédant), seulement pour le cas où la créance saisie n'existerait pas (1).

Or, on décide, contrairement aux règles de la cession, que le saisissant conserve son ancienne action contre le saisi dans tous les cas (2).

Le saisissant, après le transport judiciaire, a deux créances et deux débiteurs : la première résulte de son titre originaire et existe contre le saisi ; la seconde naît du jugement de validité et existe contre le tiers saisi.

Incontestablement, le transport résultant du jugement de validité ne ressemble plus à un vrai transport si on lui fait produire pareils effets.

Une seule explication est de nature à nous tirer d'embarras : le jugement de validité contient une délégation au profit du saisissant. Car, seulement en cas de délégation, un créancier acquiert un nouveau débiteur à

(1) Planiol, II, 1629.

(2) Cass. req., 1^{er} août 1881, D., 82., 1, 416.

côté de l'ancien et peut poursuivre à son choix n'importe lequel des deux (1).

Seulement, avec cette explication, on avoue que le jugement ne produit aucun transport et par conséquent on renonce aux avantages du système de la jurisprudence.

II. *Conditions de validité du transport judiciaire.* — Deux questions se posent toutes les fois qu'on veut se prévaloir des effets du transport résultant du jugement de validité vis-à-vis des tiers et notamment des créanciers qui ont pratiqué tardivement une saisie-arrêt :

1° A quel moment le transport peut être considéré comme réalisé ?

2° Doit-on signifier au tiers saisi le jugement de validité dans les formes prévues par l'art. 1690 C. civ. pour une cession de créance ?

I. *Epoque à laquelle le transport résultant du jugement de validité doit être considéré comme effectué.* —

Le jugement de validité est susceptible d'appel, ou, s'il a été rendu par défaut, d'opposition. Dans ces cas, un nouveau jugement peut intervenir pour maintenir ou réformer sa solution.

La jurisprudence décide d'une façon constante que le transport résultant du jugement ne peut produire effet au préjudice des autres créanciers qui ont fait une

(1) Planiol, II, 551 et suiv.

saisie-arrêt avant qu'il soit devenu définitif (1). Il y a lieu d'examiner séparément le cas où le jugement est attaqué par voie d'appel et le cas où il est attaqué par voie d'opposition.

a) Le jugement rendu par défaut est anéanti de plein droit par l'effet de l'*opposition* (2). Donc, les créanciers peuvent valablement pratiquer des saisies-arêts qui seront opposables au premier saisissant malgré le jugement de validité obtenu par défaut en sa faveur.

b) Tout le monde, doctrine et jurisprudence, est d'accord pour reconnaître que l'*appel* est suspensif de l'exécution. Le jugement attaqué reste debout et continue à avoir autorité de chose jugée sous la condition d'être confirmé par les juges du second degré. Dans ce cas, c'est bien le jugement de première instance qui subsiste, et l'arrêt d'appel ne lui est pas substitué.

On devrait décider par conséquent que le transport de la créance a lieu au profit du saisissant le jour même du jugement de première instance prononçant la vali-

(1) Cass., 3 août 1856, S., 1857, 1, 170 ; Cass., 20 fév. 1865, S., 1865, I, 185 ; Cass., 11 fév., 1867, S., 1867, 1, 210 ; Cass., 25 juil. 1871, S., 1871, 1, 100 ; Cass., 2 juil. 1890 ; S., 90, 1, 433 ; Cass., 30 nov. 1897 et 14 fév. 1899, S., 900, 1, 121 et *note* Tissier. — Rouen, 10 mars 1900, D., 900, 2, 43 et *note* Glasson ; Cass., 28 mars 1904, S., 1903, 1, 224 ; Cass., req., 9 mars 1908 et Cass. civ., 25 mars 1908, S., 1908, *Bulletin des sommaires*, I, p. 26 et 42.

(2) Cette solution, vivement critiquée par la doctrine, comme contraire aux effets de l'opposition, est d'application courante en jurisprudence. V. Glasson, *note* sous Cass. civ., 6 mars 1899 ; D., 1890, 1, 70, et Nancy, 23 nov. 1901, D., 1902, 2, 172.

dité de la saisie, quoi qu'ensuite il soit interjeté appel, si d'ailleurs les juges du second degré confirment la décision de ceux du premier (1).

Or, la jurisprudence donne une solution différente. Elle recule devant la conséquence d'un principe qu'elle applique journellement en matière d'appel, pour décider que le transport se produit seulement au jour de l'arrêt confirmatif (2).

Le saisissant dont la saisie est validée n'a droit exclusif sur la créance que lorsqu'il peut contraindre le débiteur saisi à se libérer entre ses mains. De la sorte, le transport qui en résulte du jugement est étroitement lié à la possibilité de son exécution.

Comment la jurisprudence justifie-t-elle sa solution ?

La plupart des arrêts en parlent comme d'une règle de droit incontestable. Quelques-uns cherchent à la justifier en rapprochant le transport résultant du jugement de validité de son exécution :

« Attendu que le jugement qui valide une saisie-arrêt a des effets non déclaratifs mais translatifs de droit. »
« Que l'attribution qu'il fait au saisissant des valeurs arrêtées, dans la mesure des causes de la saisie, n'a lieu

(1) On soutient que même en cas d'opposition on doit appliquer la même solution. V. notamment Glasson en *note* sous Rouen, 10 mars 1900, D., 1900, 2, 43.

(2) Le plus ancien arrêt de la C. de cass. dans ce sens, paraît être celui de la Ch. civ. du 30 janv. 1842. S., 1842, 1, 119 ; Cass., 30 nov. 1897 et 14 fév. 1899, S., 900, 1, 121 *note* Tissier ; Cass. req., 9 mars 1908 et Cass., 23 mars 1908, S., *Bulletin des sommaires*, p. 26 et 42.

que du jour où ledit jugement, étant passé en force de chose jugée, est susceptible d'exécution contre le tiers saisi, celui-ci, tant qu'il ne peut être contraint à vider ses mains en celles du saisissant, demeurant le débiteur du saisi ; qu'il s'ensuit encore que si le jugement de validation qui a été frappé d'appel est confirmé, c'est à la date de l'arrêt confirmatif que s'opère cette attribution, puisque c'est à cette date seulement que le saisissant peut obliger le tiers saisi à lui remettre les deniers arrêtés » (1).

Même si on admet, ainsi que le fait l'arrêt exposé, que le jugement de validité d'une saisie n'est pas déclaratif mais translatif, il ne s'ensuit pas que ses effets doivent se produire seulement le jour où l'exécution est possible. Les jugements translatifs produisent leur effet à partir du jour où ils ont été prononcés. Le jugement d'adjudication, quoique translatif, produit le transfert de propriété entre parties à sa date, malgré l'appel interjeté, pourvu qu'il ait été confirmé (2).

Pourquoi en serait-il autrement pour le jugement de validité dans une saisie-arrêt ?

Evidemment il y a un lien étroit entre l'exécution du jugement de validité et les droits des autres créanciers. A partir du jour où le jugement a été exécuté, les autres créanciers du saisi qui n'ont pas pratiqué une opposition en temps utile, sont forclos définitivement.

(1) Cass. civ., 27 juin 1892 ; D., 1893, 1, 25.

(2) Glasson, II, 1394.

Le jour de la forclusion c'est le jour de l'exécution.

Et la jurisprudence, sans arriver à cette solution légale, s'approche beaucoup en affirmant que le débiteur saisi cesse d'être débiteur des autres créanciers le jour où l'exécution devient possible.

Pourquoi non pas du jour même de l'exécution ?

II. *Signification du jugement de validité.* — Le cessionnaire est saisi de la créance cédée vis-à-vis des tiers par la signification faite au débiteur ; ou par l'acceptation du transport faite par le débiteur cédé dans un acte authentique (art. 1690 C. civ.).

La jurisprudence fait produire au jugement de validité d'une saisie-arrêt les mêmes effets qu'à la cession de créance.

Doit-on, par conséquent, appliquer les dispositions de l'art. 1690 C. civ. au jugement de validité ?

Doit-on considérer le saisissant comme saisi de la créance arrêtée vis-à-vis des tiers du jour du jugement validant l'opposition, ou seulement à la suite des formalités exigées par l'art. 1690 C. civ. ? La question est d'un grand intérêt, car parmi les tiers qui pourront se prévaloir de l'omission des formalités légales, si vraiment elles sont indispensables pour méconnaître le transport, figurent en première ligne les autres créanciers opposants postérieurs au jugement de validité.

Les opinions sont partagées :

a) D'après une opinion, les formalités prévues par l'art. 1690 C. civ. sont inutiles. Le jugement de validité

de la saisie-arrêt, passé en force de chose jugée, saisit le créancier opposant de la créance arrêtée vis-à-vis de tout le monde (1).

Le transport résultant d'un jugement de validité n'entre pas dans les prévisions de l'art. 1690 C. civ. Cet article, écrit seulement pour la cession conventionnelle, a un but différent et répond à une utilité déterminée.

La signification de la cession au débiteur cédé ou son acceptation donnée dans un acte authentique ont dans le droit moderne une fonction juridique très précise : elles servent à réaliser une publicité qu'on pourrait facilement comparer à la transcription dans le transfert des droits réels immobiliers.

Dans les applications, faites par la jurisprudence, du système de la loi, le débiteur peut être comparé à un agent d'information qui, grâce à l'acceptation qu'il a donnée dans un acte authentique ou à la signification faite conformément à l'art. 1690, est en état de connaître mieux que personne l'acte de disposition concernant sa dette, et auquel les tiers doivent s'adresser pour en prendre connaissance (2).

Dans une cession ordinaire de créance, les formalités exigées par l'art. 1690 ont un but déterminé, elles ser-

(1) Glasson en *note* sous Rouen, 10 mars 1900 ; D., 902, 2, 43.

(2) Aubry et R u. V. § 359, *note* 1 *ter* et 1 *quater*. — Selon M. Planiol, les formalités de l'art. 1690 répondent à une conception différente. Planiol, II, 1611. Nous avons préféré suivre la conception de la jurisprudence et de la majorité de la doctrine. V. notamment Cass., 17 juill. 1897 ; S., 1898, 1, 113 et la *note* de M. A. Wahl.

vent à avertir indirectement les tiers de tous les actes de disposition (aliénabilité, nantissement, paiement) d'une créance. Mais on aurait de la peine à leur trouver une utilité dans le prétendu transport judiciaire résultant du jugement de validité.

En tout cas, la signification du jugement de validité opérant transport de la somme saisie au cessionnaire, serait une publicité inutile et surabondante, car le tiers saisi est très bien informé du sort de la créance saisie, étant lié à la procédure de la saisie-arrêt par la contredénunciation de l'opposition et de l'assignation en validité (art. 565 C. pr. civ.) et par l'assignation en déclaration affirmative (art. 568 C. pr. civ.) quand elle a lieu. Il peut par conséquent fournir aux tiers tous les renseignements utiles sur la créance. Et les tiers seront mal venus de se prévaloir de l'omission des formalités de l'art. 1690 C. civ.

b) Selon une autre opinion admise par la jurisprudence (1), le jugement de validité doit être signifié au débiteur saisi conformément à l'art. 1690 C. civ. Autrement, le saisissant ne doit pas être considéré comme saisi à l'égard des tiers.

(1) Cass., 30 nov. 1860 ; S., 1861, 1, 270 ; Cass., 2 juill. 1890, 1433 et la jurisprudence antérieure citée en note ; Cass., 30 nov. 1897 : S., 900, 1, 121 *note* Tissier ; Cass., 17 juin 1892 ; D., 93, 1, 25, *note* Glasson ; Rouen, 10 mars 1900 ; D., 1902, 2, 43, *note* Glasson ; Cass. req., 9 mars 1908 et Cass. civ., 23 mars 1908 ; S., 1908, *Bulletin des sommaires*, p. 26 et 42.

En exigeant la signification du jugement opérant transport, la jurisprudence, dit-on, applique très correctement par analogie la disposition de l'art. 1690 C. civ. sur le transport des créances pour en saisir le cessionnaire à l'égard des tiers (1).

Ce système, outre qu'il ajoute une formalité inutile et contraire à l'esprit de la loi aux trop nombreuses formalités dont la saisie-arrêt est entourée, présente aussi l'inconvénient de prolonger inutilement la situation incertaine et précaire du premier saisissant.

On peut très bien se demander si l'assignation en déclaration affirmative, faite après le jugement valant transport, dans les cas où elle est exigée par le Code de procédure (art. 568), puisse être considérée comme suffisante pour satisfaire aux exigences de l'art. 1690 C. civ. L'assignation en déclaration affirmative est un acte authentique de même nature que la signification du transport.

La jurisprudence se montre assez bienveillante généralement pour reconnaître qu'une signification, ou autre acte d'huissier, de nature à mettre le cédé au courant de la cession intervenue, suffit pour satisfaire aux exigences de l'art. 1690, malgré qu'une signification proprement dite de la cession et de ses conditions n'a pas eu lieu (2).

Dans l'hypothèse que nous examinons, le tiers saisi

(1) Planiol, II, 465.

(2) Cass., 7 juin 1897 ; S., 1898, I, 113 et la *note* de M. A. Wahl.

est assigné en déclaration affirmative en vertu du jugement ; on lui fait, par suite, suffisamment connaître le fait du transport. Pourquoi la jurisprudence se montre-t-elle dans ce cas plus rigoureuse et n'admet-elle pas que cette notification soit suffisante (1) ? On n'en peut voir aucune raison.

III. *Effets d'un jugement validant une saisie-arrêt pratiquée sur les salaires, loyers ou arrérages du débiteur.* — Quels seront les effets d'un pareil jugement de validité ?

« Observez néanmoins — disait Pothier (2) — que, lorsqu'une saisie-arrêt est faite d'arrérages, loyers et termes échus et à échoir, le premier arrêtant est à la vérité préféré aux postérieurs sur tout ce qui est échu avant les saisies-arêts postérieures des autres créanciers, suivant la règle *melior est conditio occupantis*, mais il vient en concurrence avec les arrêtants postérieurs sur tout ce qui n'était point encore échu lors des saisies-arêts postérieures, *nec enim occupare potuit quod nondum existerat.* »

Il semble très juste et tout à fait conforme au principe de l'égalité entre créanciers, de ne pas attribuer au premier saisissant les salaires, loyers ou arrérages de son débiteur non encore échus à l'exclusion des autres créanciers qui ont pratiqué une saisie-arrêt sur ces créances postérieurement au jugement de validité.

(1) Cass., 30 nov. 1897 et 14 fév. 1899 ; S., 1901, 1, 121.

(2) Pothier, *Procédure civile*, n° 513.

Le jugement de validité, incontestablement, n'opère aucun transport. Il reconnaît simplement que le saisissant était dans son droit de pratiquer une saisie-arrêt et permet au tiers saisi de lui payer les sommes qu'il possède pour le compte du débiteur saisi.

Et si plus tard un deuxième créancier fait pratiquer une nouvelle saisie-arrêt, le premier saisissant doit subir le concours de celui-ci sur les sommes que le saisi détient encore entre ses mains ou détiendra plus tard pour le compte du débiteur saisi.

La jurisprudence en général n'admet pas cette solution.

Son système sur le transport, résultant du jugement de validité l'empêche de se prononcer en ce sens, et, pour être logique avec elle-même, la jurisprudence pousse jusqu'au bout les conséquences de son système.

Elle décide, pour le cas d'une saisie-arrêt pratiquée sur des salaires échus et à échoir, que le jugement devenu définitif et dûment signifié au tiers saisi, qui valide une saisie-arrêt pratiquée sur les appointements du débiteur, opère transport définitif au profit du premier saisissant de tous les salaires, tant échus qu'à échoir.

Le concours d'un deuxième saisissant sur les salaires non encore échus est impossible (1).

(1) Cass., 27 nov. 1894, S., 1896, I, 489. Remarquons que cet arrêt est antérieur à la loi du 12 janv. 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements. Une pareille décision serait aujourd'hui contraire aux dispositions de l'art. 7 de cette loi, et à son système de poursuite collective et centralisée.

Cette solution est tout à fait critiquable, mais elle a le mérite d'être parfaitement d'accord avec le système de la jurisprudence sur les effets du jugement de validité (1).

(1) La jurisprudence considère la créance de l'ouvrier ou de l'employé contre son patron pour le paiement des salaires, comme une créance unique fractionnée seulement quant à son paiement et soumise à la condition résolutoire du travail fourni par l'ouvrier. (V. Alger, 23 nov. 1867; S., 1868, 7, 85; Cass., 27 nov. 1894; S., 1896, I, 489). Cette solution paraît critiquable.

CHAPITRE II

Le système des poursuites individuelles et indépendantes et la situation du premier saisissant.

Le principe de l'égalité entre créanciers touche à la situation du premier saisissant toutes les fois que le débiteur saisi est insolvable ; le principe que nous abordons — indépendance des poursuites individuelles — présente un très grand intérêt pour la situation faite au premier saisissant quand le débiteur saisi est solvable.

Les biens qui composent le patrimoine d'une personne peuvent être des plus variés, immeubles ou droits réels sur les immeubles, meubles corporels ou incorporels de nature très différente.

Ces biens sont le gage de tous les créanciers, qu'on les envisage soit isolément, soit comme une universalité.

Or, nous pouvons trouver deux conceptions différentes sur la manière dont le créancier peut s'attaquer à ces biens pour réaliser son droit :

1° La saisie s'attaque au patrimoine entier. Tel était le système du droit romain de l'exécution sur les biens.

On cherchait d'abord à obtenir l'exécution de l'obligation par le débiteur, et on recourait à cet effet à différents moyens de contrainte, dont la *missio in possessionem*, qui précédait la *venditio bonorum* était la dernière. Et si le débiteur s'obstinait à ne pas exécuter, malgré les contraintes très énergiques de nature à vaincre toute mauvaise volonté, seulement alors on passait à la *venditio bonorum*, vente en bloc du patrimoine entier à une personne (*emptor bonorum*) qui prend la place du débiteur en s'obligeant d'exécuter ses obligations, au moins partiellement (1).

Il faut remarquer que tous les créanciers bénéficiaient également des effets de la saisie quoique commencée par un seul.

La faillite du droit moderne emploie le même procédé.

Mais il est à remarquer que dans les deux cas, le débiteur est présumé insolvable.

Cette exécution globale, qui s'attaque au patrimoine entier, a été adoptée par la loi suisse sur les poursuites pour dettes et faillite, du 11 avril 1889, pour toute saisie sans distinction, quelque infime que soit la dette dont on veut obtenir le paiement. A la différence du système romain, chaque bien est vendu séparément dans un ordre déterminé par la loi, et la vente est arrêtée quand la somme obtenue est suffisante pour désintéresser tous

(1) Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, 3^e édit. 1903, p. 1031.

les créanciers. Si le débiteur est solvable, la présence d'un deuxième saisissant ne peut pas nuire au premier (1).

La conception de la législation française est différente.

Au lieu d'une seule poursuite globale, embrassant le patrimoine entier, il y a autant de saisies que de catégories de biens : saisie-exécution, saisie-arrêt, saisie immobilière, saisie-brandon, saisie foraine, saisie des rentes.

Souvent les créanciers se verront obligés de pratiquer plusieurs saisies de la même nature. Si le débiteur possède deux créances contre deux personnes différentes, les créanciers devront pratiquer deux saisies-arrêts.

L'indépendance de ces saisies présente un grand inconvénient que la concentration des poursuites ne connaît pas et qui touche à la situation du premier saisissant.

Un créancier a pratiqué une saisie-arrêt. Au moment où il est sur le point de profiter des effets de sa poursuite, un autre créancier peut intervenir et demander, sous prétexte d'égalité, de partager avec le premier saisissant les sommes arrêtées.

Le débiteur pourtant est solvable. Il y a dans son patrimoine des biens suffisants pour payer tous ses créanciers.

(1) Voir l'analyse du système dans notre chap. IV, § 1, II. V. aussi l'art. 622 C. pr. civ. français.

Néanmoins, le premier saisissant n'a aucun moyen pour éviter ce concours inique. Il doit le subir et recommencer une nouvelle saisie sur un autre bien dont le sort, peut-être, sera tout aussi incertain.

Une exception, dont l'effet serait de repousser ce concours inique, serait absolument nécessaire.

Tel était le but du *privilege du premier saisissant* que l'ancien droit avait connu (1).

Le privilège du premier saisissant, qui depuis le ^{xiii}^e siècle cessât d'être un vrai privilège, continua à remplir cette fonction d'une incontestable utilité.

Grâce à lui, il s'établissait un lien entre la saisie d'un bien composant le patrimoine et le patrimoine entier.

Aujourd'hui, en l'absence d'une pareille disposition, les créanciers ont le droit de se nuire réciproquement.

On pourrait définir le privilège du premier saisissant une exception par laquelle le premier saisissant repousse le concours des saisissants postérieurs sur le produit d'une saisie, quand le débiteur est solvable, et les force à pratiquer des saisies sur les autres biens du même débiteur (2).

Cette règle n'a pas été reproduite par le Code de procédure civile.

(1) Même disposition dans l'art. 804 Code de procédure civile allemand

(2) Coutume de Paris, art. 178 et 179 ; Pothier, Procédure civile, n° 508 et 513.

Pourquoi ? Il serait téméraire de donner une explication. Les travaux préparatoires, soit du Code civil (1), soit du Code de procédure civile (2) ne s'occupent pas de la question. On dit très souvent qu'on avait voulu réaliser l'égalité entre créanciers en supprimant le privilège du premier saisissant (3). C'était, peut-être, la pensée des auteurs de la loi, pensée certainement fausse, car au moment de la confection des Codes, le principe de l'égalité entre créanciers était admis depuis longtemps — dès le ^{xiii}^e siècle peut-être — dans le droit français, et quant aux droits du premier saisissant, ils n'avaient du privilège que le nom.

Pour combler cette lacune, une réforme législative est absolument nécessaire.

Pourtant un premier pas dans cette voie a été fait par la loi du 12 janvier 1895, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, qui a apporté une remarquable exception au système français des saisies individuelles et indépendantes.

Cette innovation réside dans la centralisation des saisies-arrêts et dans une poursuite collective au profit de tous les créanciers (4).

(1) Locré, XII. *Exposé des motifs*, par Bigot-Préameneau, p. 366, n° 122 ; *Rapport* de Jaubert, p. 464, n° 13, relatifs à l'art. 1242.

(2) Locré, XXII, p. 553.

(3) Planiol, II, n° 464.

(4) Glasson, II, n° 1297 et 1303. — Ch. César-Bru. *La saisie-arrêt des salaires et petits traitements*, 1896, p. 42.

Il n'y a qu'une seule saisie-arrêt. Les autres créanciers du même débiteur ne peuvent plus pratiquer des poursuites indépendantes. Ils sont obligés de se joindre à la première par une déclaration au greffe ; art. 17, al. 3 : « une seule saisie doit être autorisée par le juge. S'il survient d'autres créanciers, leur déclaration signée et déclarée sincère par eux et contenant toutes les pièces de nature à mettre le juge à même de faire l'évaluation de la créance, sera inscrite par le greffier sur le registre exigé par l'art. 14. Le greffier se bornera à en donner avis dans les quarante-huit heures au débiteur saisi et au tiers saisi, par lettre recommandée qui vaudra opposition. »

La centralisation des saisies-arrêts est faite entre les mains du juge de paix (1). A cet effet, cette loi prévoit les moyens nécessaires en vue de ce résultat. Chaque saisie-arrêt sera enregistrée au greffe du juge de paix, dans un registre spécial et on devra la compléter par l'inscription de toutes les saisies nouvelles, exploits, jugements, décisions, arrangements et répartitions intervenus dans la même saisie-arrêt.

(1) Le rôle du juge de paix dans la saisie-arrêt des salaires peut être comparé à celui de l'agent préposé aux saisies de la loi fédérale suisse du 11 avril 1889, dont nous parlons au ch. IV, § 1, II.

CHAPITRE III

L'indisponibilité de la créance saisie et la situation faite au premier saisissant.

Une saisie-arrêt vient d'être pratiquée sur une créance. Le débiteur saisi, propriétaire de cette créance, peut-il encore en disposer ? Peut-il faire une cession ou recevoir un paiement ? Et quels seront les droits du premier saisissant dans un pareil cas ?

La question ne présente aucune difficulté quand le saisissant se trouve seul en présence d'une cession ou d'un paiement. Il a le droit de les méconnaître et peut toujours poursuivre le tiers saisi en paiement du montant des causes de la saisie. Vis-à-vis du premier saisissant, la créance saisie est indisponible pour le tout.

Mais des difficultés sérieuses se font jour quand d'autres créanciers du même débiteur saisi font opposition postérieurement à la cession ou au paiement.

Quelle sera dans ce cas la situation du premier saisissant ?

A côté des règles générales qui devraient fournir la

solution relative aux droits du premier saisissant, nous trouvons une règle exceptionnelle introduite par la loi du 17 juillet 1907 pour un cas particulier. Par conséquent, nous allons examiner la situation faite au premier saisissant en concours avec des créanciers intervenus dans la saisie-arrêt, postérieurement à un acte de disposition, paiement ou cession, dans deux sections. Dans la première, nous étudierons quelle doit être la situation normale du premier saisissant ; dans la deuxième, sa situation exceptionnelle et privilégiée, en vertu de la loi du 17 juillet 1907.

SECTION PREMIÈRE

SITUATION NORMALE DU PREMIER SAISSANT

Faute d'une solution légale précise, nous trouvons un très grand nombre de solutions dans la doctrine et dans la jurisprudence (1), que nous allons examiner séparément, malgré que très souvent elles se trouvent d'accord.

(1) La même question se pose dans toutes les saisies et notamment dans la saisie immobilière. Au point de vue législatif une solution unique devrait trancher toutes ces questions. Malheureusement il n'y a dans nos lois aucune disposition. V. Cass. req., 23 avr. 1903 ; S., 1906, 1, 137 et la *note* de M. Al. Tissier.

§ 1^{er}. — Les solutions de la doctrine (1).

Le conflit entre le premier saisissant, le cessionnaire et les saisissants postérieurs à la cession peut recevoir deux solutions selon la conception qu'on se fait sur les droits des créanciers dans une saisie.

1° Dans le système des poursuites collectives — un créancier poursuit en même temps pour lui et dans l'intérêt de tous les créanciers du même débiteur — nous devons trouver une *indisponibilité absolue*.

La créance est rendue indisponible pour le tout et dans l'intérêt de tous. Autrement le créancier poursuivant pourrait facilement nuire aux droits des autres créanciers.

Ce système qui aboutit en somme au dessaisissement du débiteur saisi au profit de tous ses créanciers, est appliqué dans le droit français seulement pour la faillite des commerçants insolvables (2). Mais, il se trouve appliqué par plusieurs législations étrangères dans toutes les saisies (3) ;

(1) Très souvent la jurisprudence a appliqué les solutions données par la doctrine. Par conséquent cette division entre les solutions de la jurisprudence et de la doctrine n'a rien d'absolu. Nous l'avons adoptée pour une plus facile exposition des nombreuses solutions données.

(2) Thaller, n° 1699.

(3) Art. 808 et 289 du Code de procédure civile allemand. Art. 99 de la loi fédérale suisse du 11 avril 1899 sur la poursuite pour dettes et la faillite.

2° Dans le système français des poursuites individuelles et indépendantes, nous devons trouver une indisponibilité relative, mesurée sur l'intérêt du saisissant.

Chaque créancier poursuit pour lui seul et ne représente pas les autres. Logiquement, l'indisponibilité qui en résulte, doit avoir pour mesure l'intérêt du créancier poursuivant et la créance saisie doit être considérée comme disponible entre les mains du saisi pour tout ce qui dépasse cet intérêt. S'il intervient donc un paiement ou une cession, le créancier qui n'a pas fait encore opposition ne peut rien prétendre, car, d'une part la créance n'est plus dans le patrimoine de son débiteur qui, même insolvable, peut disposer valablement des biens composant son patrimoine tant qu'il est de bonne foi ; d'autre part, le premier saisissant n'a pas pu le représenter, chaque créancier agissant pour lui seul, et par conséquent, il serait mal fondé d'invoquer l'indisponibilité résultant de la première saisie.

Cette solution de la doctrine moderne (1) se recommande par sa simplicité. Elle correspond parfaitement à la conception des saisies du droit français. Enfin, elle est imposée par une méthode d'interprétation au-dessus de toutes les critiques (2).

Cette solution doit être appliquée dans tous les cas,

(1) Tissier, note S., 98, 2. 71 ; — Planiol, II, n° 1628, B. ; — M. Ambroise Colin, à son cours.

(2) Seul, Laurent arrivait au même résultat, mais par une méthode d'interprétation différente, t. XVII, n° 725.

quelque soit l'acte par lequel le débiteur a disposé de sa créance : qu'il ait reçu un paiement total ou partiel, ou qu'il ait consenti une cession totale ou partielle.

Pendant longtemps, la doctrine chercha la solution par d'autres méthodes d'interprétation, sans pouvoir arriver à se mettre d'accord. Ce fut même, aux jours de gloire de l'école dogmatique, une des controverses la plus discutée de la science du droit (1).

On compte plus de quatorze systèmes pour résoudre la controverse (2).

Il serait inutile d'examiner séparément tous les systèmes proposés, d'autant que la plupart n'ont jamais été appliqués.

Mieux vaut les examiner en les groupant d'après les procédés employés pour arriver à une solution. A ce point de vue, on peut aisément les classer en deux groupes :

(1) *Bibliographie*. Demolombe, XXVII, 211 ; Laurent, XVII, 257 ; Aubry et Rau, V. § 359, texte et note 44 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, II, 1455 et 1858 ; Planiol, II, 1628 ; Mouron, *Revue Félix*, 1848, p. 167 ; Marcadé, *Revue critique*, 1852, p. 717 ; Veille, *Revue critique*, 1853, p. 113 ; Barillet, *Revue pratique de droit français*, 1862, p. 85 ; Villequez, *Revue historique du droit français et étranger* 1862, p. 454 ; Houyvet, *Revue pratique de droit français*, 1871, p. 177 ; Fraissingeat, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, p. 494.

Notes de jurisprudence : Tissier. S., 1898, 2, 71 et Fraissingeat ; D., 1908, 2, 217.

(2) Il est très difficile de préciser le nombre des solutions données, car très souvent on a grande peine de trouver une différence entre deux systèmes qui se prétendent différents. On a même soutenu — et c'est certainement exagéré — que ce nombre est de cinquante — Houyvet, *Revue pratique*, 1871, p. 177).

I. *Méthode dogmatique.* — Faute d'une disposition légale et au lieu de chercher la solution directement, comme nous l'avons fait, dans la nature, l'organisation et le but des saisies dans la législation française, la plupart des auteurs qui se sont occupés de la question, posent en premier lieu deux ou trois axiomes juridiques incontestables, et de la combinaison logique de ces axiomes doit nécessairement sortir la solution rigoureusement légale.

Les principes qu'on prenait comme point de départ étaient presque toujours les mêmes ; pourtant on arrivait rarement à la même solution. Ces principes étaient :

1° L'égalité entre les créanciers. Dans le droit moderne, le premier saisissant n'a en cette qualité aucun privilège. Les créanciers opposants postérieurs à la cession ou au paiement ont les mêmes droits que le premier saisissant ;

2° La cession vaut opposition pour le premier saisissant ;

3° Enfin un troisième principe sur lequel on a beaucoup discuté avant de se mettre d'accord : la cession emporte transfert vis-à-vis des saisissants postérieurs.

La combinaison de ces trois principes ne pouvait pas donner une solution pour deux raisons :

1° Ces principes sont contradictoires. La solution variait par conséquent selon le tempérament du jurisconsulte qui la proposait. Elle ne pouvait pas sortir du jeu logique de ces trois axiomes.

Le premier principe, égalité entre créanciers, exige, pour être réaisé, que les saisissants postérieurs à la cession aient les mêmes droits que ceux qui sont antérieurs. Or, le troisième principe — la cession emporte transfert vis-à-vis des créanciers qui y sont intervenus postérieurement — refuse un droit aux saisissants retardataires qu'il accorde au premier saisissant : le droit de méconnaître la cession.

Le premier principe pose l'égalité entre créanciers et le troisième la méconnaît !

Comment peut-on prétendre dans ces conditions arriver à une solution ?

2° Le principe que la cession vaut opposition vis-à-vis du premier saisissant, est très contestable.

Il consacre en somme une solution inadmissible : même vis-à-vis du premier saisissant, l'indisponibilité ne produit aucun effet, puisque la cession donne le droit au cessionnaire de concourir, en qualité d'opposant, avec le premier saisissant, sur la créance saisie. C'est vraiment une curieuse espèce d'indisponibilité que celle qui permet au débiteur saisi d'accomplir une cession au détriment des droits du saisissant !

Quelles sont les solutions proposées par les jurisconsultes qui ont recouru à cette méthode ?

Malgré leur très grand nombre, les solutions se ressemblent beaucoup, et on peut facilement en donner une idée d'ensemble tant sur leurs points communs que sur les différences qui les séparent.

L'indisponibilité est relative.

La créance saisie devient indisponible seulement vis-à-vis du premier saisissant.

La cession est valable vis-à-vis des saisissants postérieurs.

Ces solutions diffèrent entre elles par la part plus ou moins grande prélevée soit sur la créance du premier saisissant, soit sur celle du cessionnaire, soit sur les deux, pour être distribuée aux saisissants postérieurs à la cession (1). Toutes les controverses sont relatives à la détermination de cette part, laissée aux créanciers retardataires.

De la sorte, les saisissants postérieurs à la cession se voient accorder une faible part, qui varie selon les quatorze solutions proposées, et, paraît-il, le principe de l'égalité entre créanciers est sauvegardé.

II. *Méthode historique.* — On aurait tort de croire que dans l'ancien droit, le premier saisissant, ayant un privilège, le conflit entre le cessionnaire et les saisissants n'avait pas lieu. Le privilège du premier saisissant (2), dès avant la première rédaction de la coutume de Paris, avait cessé d'être un privilège proprement dit. Il continuait pourtant à exister pour remplir une fonction juridique différente, néanmoins très utile.

Mais le premier saisissant devait, si le saisi était insolvable, subir le concours des autres créanciers.

(1) Seul, Laurent, XVII, n° 237, ne reconnaît aucun droit aux saisissants postérieurs à la cession.

(2) V. Chap. II.

Quelle fut la solution donnée ?

Deux systèmes invoquent à leur appui l'autorité de l'ancien droit :

a) Le système de l'indisponibilité absolue et totale, système souvent appliqué par la jurisprudence, mais qui n'a pas eu aucun succès dans la doctrine, prétend continuer la tradition de l'ancien droit.

Même c'est la seule justification qu'on a donné à son appui (1).

b) D'après une autre opinion (2), l'ancien droit aurait connu un système de beaucoup supérieur à celui de l'indisponibilité absolue, que la jurisprudence a souvent appliqué croyant continuer la tradition du droit coutumier.

Dans ce système, les droits du premier saisissant étaient respectés, et l'indisponibilité de la créance saisie-arrêtée était mieux comprise.

Jamais la signification n'a valu opposition vis-à-vis des saisissants antérieurs. L'indisponibilité de la créance s'opposait à ce qu'on eût donné effet à la cession, soit sous la forme d'une prétendue opposition, soit par autre moyen (3).

(1) Bourges, 3 fév. 1836 ; S., 1837, 2, 6 et *note*. Trib. civ. de Grasse, 11 mai 1898 et Ain, 17 juin 1897, sous Cass., S., 99, 1, 401.

(2) Villequez. *De l'effet de la signification ou acceptation du transport quand il existe des saisies ou oppositions sur la créance cédée. Revue historique du droit français et étranger*, 1862, p. 454 et suiv.

(3) Villequez, *op. cit.*, p. 470. Pothier, *Vente*, n° 566 et *Traté de procédure civile*, 4^e partie, ch. II, § 6 ; Merlin, *Rep. v° Transport*, n° 2 ; Denisart, *Recueil de Jurisprudence*, v° *Transport*, n° 3 et n° 10.

La signification du transport faisait produire à la cession tous ses effets, et valait comme telle vis-à-vis des créanciers postérieurs.

Villequez affirme (1) qu'il n'a « trouvé, dans aucun de nos anciens auteurs, les oppositions postérieures validées et les opposants admis à concourir avec le cessionnaire ou avec le saisissant. »

Pothier dit « que si le cessionnaire a fait signifier ou accepter son transport avant les saisies-arrêts des créanciers du cédant, il faudra donner congé de leur saisie-arrêt ; ce qu'ils ont arrêté ayant cessé d'appartenir au débiteur » (2).

Les créanciers postérieurs à la signification ne pouvaient venir à contribution ni avec le premier saisissant, ni avec le cessionnaire. Dans un seul cas tout à fait exceptionnel et qui ne devait pas se présenter souvent, cette solution cessait de s'appliquer. Si un créancier venait de faire opposition après la cession mais avant la signification, dans ce cas, évidemment, le créancier saisissant ne peut plus être considéré comme un tiers et son opposition devra produire effet vis-à-vis du cessionnaire. La cession vaudra comme opposition à son égard (3).

Cette hypothèse est tout à fait exceptionnelle et les anciens auteurs n'en parlaient pas (4).

(1) Villequez, *op. cit.*, p. 483.

(2) Pothier, *Traité de procédure civile*, 4^e partie, ch. II, sect. III.

(3) Villequez, *op. cit.*, p. 494.

(4) Avec une prudence digne de toute admiration, Mourlon, *Revue*

Lequel de ces deux systèmes, celui de la jurisprudence, ou celui exposé par Villequez, fut appliqué par la jurisprudence de l'ancien droit ?

Il y a lieu de croire que le système de l'indisponibilité absolue invoque à tort à son appui l'autorité de l'ancien droit.

Quelle que soit d'ailleurs la solution de l'ancien droit, elle ne peut pas nous aider à résoudre les difficultés du conflit entre créanciers saisissants et cessionnaire.

La raison est simple. La conception moderne sur l'égalité entre créanciers et sur la nature et la fonction juridique de la signification du transport ou de son acceptation diffère beaucoup de celle de l'ancien droit (1).

L'école historique exige qu'on tienne compte du changement survenu dans l'évolution des conceptions juridiques.

Ces changements constituent des faits qu'on ne peut pas méconnaître, et une bonne interprétation historique exige qu'on en tienne compte (2).

Une dernière critique peut être adressée à tous les auteurs qui se sont occupés de cette question (3).

de droit français et étranger, 1848, p. 501, a soin de raisonner seulement sur cette hypothèse. Et pourtant son système fut adopté, sous le nom d'indisponibilité relative, par la plupart des arrêts de la Cour de cassation, dans des espèces qui n'avaient rien à voir avec cette hypothèse exceptionnelle !

(1) V. Chap. II et § 2 du chap. IV.

(2) Saleilles. *L'école historique et le Code civil. Livre du centenaire*, 1904, I, p. 95.

(3) L'excellent article de M. Fraissinnea. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, p. 494, n'est pas exempt de cette critique.

Pourquoi limiter la discussion à une hypothèse unique, le conflit entre les saisissants et les cessionnaires de la créance saisie, quand la question est plus vaste : elle se pose non seulement au cas d'une cession totale, mais aussi pour une cession partielle, pour un paiement total comme pour un paiement partiel.

Pourquoi ne pas chercher une solution générale qui puisse embrasser tous ces cas ? C'est le devoir de la doctrine de s'élever au-dessus des hypothèses isolées pour synthétiser dans une formule unique et générale toutes les espèces que la jurisprudence doit examiner isolément ?

Dans tous ces cas il s'agit non pas de subtiles controverses, mais d'un principe fondamental dans la matière des saisies :

Quelle est la nature et l'étendue de l'indisponibilité qui frappe la créance saisie ?

Quelle doit être la situation du premier saisissant après l'acte de disposition ?

Et cette question, que nous examinons seulement pour la saisie-arrêt, est la même dans toutes les saisies, et elle doit comporter la même solution.

§ 2. — **Les solutions de la jurisprudence.**

La saisie-arrêt, comme toute voie d'exécution, ne peut être utile pour arriver au but qu'elle poursuit, qu'à la condition de mettre le débiteur saisi dans l'impossibilité de disposer de sa créance à partir du jour où elle vient d'être pratiquée.

Comment peut-on réaliser cette condition absolument indispensable au succès de l'exécution ?

Comment mettre le créancier dans l'impossibilité d'anéantir les droits des saisissants en faisant sortir de son patrimoine le bien saisi ?

Le moyen le plus simple c'est de considérer le bien comme *indisponible* entre les mains du saisi (1). Dans la saisie-arrêt on doit considérer comme *indisponible* entre les mains du débiteur saisi la créance saisie-arrêtée.

Cette indisponibilité de la créance arrêtée est prévue par deux articles du Code civil : par l'art. 1242 pour le paiement, par l'art. 1298 pour l'extinction de la créance par compensation.

Incontestablement, la créance arrêtée devient *indisponible*. Seulement la loi n'a rien précisé sur la nature et les effets de cette indisponibilité.

Quelle fut l'attitude de la jurisprudence et quelles sont les solutions qu'elle a adopté : 1° sur la question de l'existence même de l'indisponibilité et 2° sur la nature et l'étendue de l'indisponibilité ?

I. *Indisponibilité de la créance saisie-arrêtée.* — Par l'indisponibilité de la créance saisie-arrêtée on doit comprendre l'impossibilité pour le saisi de disposer de sa créance, soit en recevant le paiement, soit en consentant

(1) V. note Tissier, sous Cass. req., 23 avr. 1903, S., 1906, 1, 137 pour les autres saisies, notamment pour la saisie immobilière.

une saisie, et le droit pour le saisissant de méconnaître ces actes faits à son détriment.

Et c'est ainsi que la jurisprudence comprend l'indisponibilité toutes les fois qu'il s'agit d'un paiement total ou partiel ou simplement d'une cession partielle faits au mépris des droits du saisissant (1).

Mais la jurisprudence a une conception de l'indisponibilité tout à fait différente quand le débiteur saisi a disposé de sa créance par voie de cession totale, et les solutions qu'elle donne réduisent beaucoup l'indisponibilité de la créance arrêtée. Elle parle, malgré cela, et à tort, d'une indisponibilité absolue, totale ou partielle, ou bien d'une indisponibilité relative. Mais dans les solutions qu'elle donne on aurait peine de trouver l'indisponibilité dont elle parle.

Quand une créance a été à la fois saisie-arrêtée et cédée pour savoir si c'est le cessionnaire ou le créancier saisissant qui a le droit de toucher l'argent, on doit décider selon la distinction suivante :

1° La cession a été signifiée au tiers saisi avant la saisie-arrêt.

La créance appartient au cessionnaire, et le saisissant n'a aucun droit sur la créance ;

2° Si la saisie-arrêt a été pratiquée après la convention de cession mais avant la signification au cédé, le créan-

(1) Bourges, 3 fév. 1836 ; S., 1837, 2, 10-11 ; Caen, 17 fév. 1864. S., 1876, 2, 456 ; Cass., civ., 11 janv. 1888 ; S., 90, 1, 53 ; Bordeaux, 15 mai 1891 ; D., 1892, 197 et S., 98, 2, 75 en *note*.

cier saisissant ne pourra plus être considéré comme un tiers -- au moment où il a fait opposition, le débiteur n'avait pas encore reçu la signification de la cession -- et son opposition devra produire effet vis-à-vis du cessionnaire.

D'autre part, le cessionnaire est créancier du débiteur saisi grâce à l'obligation de garantie résultant de la cession, et, en cette qualité peut pratiquer une opposition. Il est juste de considérer sa signification, trop tard intervenue, pour le saisir du transport vis-à-vis du saisissant, comme produisant le même effet qu'une opposition, et, à ce titre, lui donner les mêmes droits qu'au saisissant antérieur ;

3° La cession et la signification ont été faites postérieurement à la saisie-arrêt.

Par ces actes, certainement, le saisi a porté atteinte aux droits du saisissant. Nous nous trouvons en présence d'une cession intervenue trop tard, quand la créance était déjà sous la main de la justice, par l'effet de la saisie.

C'est l'hypothèse qui se rencontre le plus souvent dans la pratique et qui a donné lieu aux nombreuses controverses dont nous avons parlé.

On doit considérer, comme une conséquence inévitable de *l'indisponibilité*, que la cession est inopérante vis-à-vis du premier saisissant. Pourquoi ?

A tort ou à raison la doctrine et la jurisprudence voient dans les dispositions de l'art. 1690 C. civ. une

formalité qu'on compare volontiers à la transcription dans le transfert des droits réels immobiliers (1).

Il résulte que tout cessionnaire doit s'informer près du débiteur — dans notre cas, près du tiers saisi — de la possibilité d'une cession. Il est en faute s'il n'a pas usé de ce moyen d'information, et tous les actes de disposition faits sur la créance cédée lui sont opposables. Par conséquent, il serait mal venu de disputer au saisissant la créance saisie.

Même en dehors de ces raisons, l'indisponibilité de la créance saisie s'oppose à la validité de toute cession (2). Le même système est admis par le droit français dans la saisie-exécution (3).

Ce n'est pas ainsi que la jurisprudence française comprend l'indisponibilité de la créance saisie.

La cession ne peut pas opérer transport à cause de l'indisponibilité de la créance saisie-arrêtée. Soit. Mais la signification de la cession, faite par le cessionnaire, postérieurement à l'opposition, vaut au moins comme opposition, puisque le cessionnaire est lui-même créancier du débiteur saisi (cédant), en vertu de la cession, à

(1) Aubry et Rau, V., § 359, *note 1 ter* et *1 quater*; Cass., 17 juill. 1897; S., 1898, I, 117 et la *note* de M. A. Wahl.

(2) Tel est le système de la législation *allemande*, qui d'ailleurs ne donne aucune publicité au transport de créance, art. 708 et 729, C. de pr. civ. allemand; et du *droit suisse*, art. 99 de la loi du 11 avril 1889, sur la poursuite pour dettes et la faillite.

(3) Glasson, II, n° 1207. C'était aussi le système de l'ancien droit pour toute saisie et notamment pour la saisie-arrêt. Villequez. *Revue historique de droit français et étranger*, 1862, p. 454

délivrance et garantie. Le conflit se règle comme s'il y avait deux saisies-arrêts successives. Le cessionnaire va partager la créance saisie au marc le franc avec le saisissant.

Cette conception de l'indisponibilité nous la trouvons dans toutes les solutions de la jurisprudence, elle fait partie du système de l'indisponibilité absolue et nous la retrouvons dans son système d'indisponibilité relative (1).

Seulement, avec ce système, l'indisponibilité de la créance saisie n'existe plus ! Elle n'existe plus même vis-à-vis du premier saisissant car le débiteur saisi peut consentir toujours une cession et, pourvu qu'il soit de bonne foi (2), la cession sera valable, au moins pour partie, et le cessionnaire, par son concours, diminuera considérablement les droits du premier saisissant. Que reste-t-il de l'indisponibilité ? Il ne tient qu'au débiteur saisi de diminuer à son gré une sûreté sur laquelle le saisissant avait droit de compter ?

II. *Nature et étendue de l'indisponibilité.* — Il serait téméraire de trouver dans la jurisprudence un système

(1) Bourges, 3 févr. 1836 ; S., 1837, 2, 10 ; Cass., 26 févr. 1834 ; S., 1835, 1, 222 ; Cass., 3 déc. 1851 ; S., 1852, 1, 241 et D., 1852, 1, 10 ; Cass., 11 janv. 1888 ; S., 90, 1, 499 et D., 1889, 1, 153 ; Cass., 30 juill. 1895 ; S., 1897, 1, 29 et D., 1896, 1, 369 ; Cass., req., 15 juin 1898 ; S., 1899, 1, 401 et Cass., 10 janv. 1899 ; S., 1899, 1, 403.

(2) La cession de créance est un acte de à titre onéreux, par conséquent il faut que le cessionnaire soit de mauvaise foi pour l'exercice de *l'action paulienne*. La mauvaise foi du saisi seul ne peut pas porter atteinte aux droits d'un cessionnaire de bonne foi.

sur la nature de l'indisponibilité qui puisse s'appliquer à tous les actes de disposition, cession totale ou partielle, paiement total ou partiel (1).

Souvent on est embarrassé de comprendre la nature de l'indisponibilité que les juges se proposaient d'appliquer (2).

Mais il est à remarquer que la situation faite par la jurisprudence au premier saisissant est toujours la même — sauf quelques rares exceptions — quelque soit son système sur la nature de l'indisponibilité.

Ses systèmes répondent à trois conceptions différentes sur l'indisponibilité :

1° Indisponibilité absolue et totale ; 2° indisponibilité absolue et partielle ; 3° indisponibilité relative.

Et dans tous ces trois systèmes, on fait au premier saisissant une situation à peu près la même. Il est colloqué sur un dividende déterminé par un concours général avec le cessionnaire et les saisissants postérieurs, si le saisi a consenti une cession, par un concours avec les saisissants postérieurs seulement si le saisi a reçu un paiement total ou partiel.

Ainsi que nous l'avons démontré, l'indisponibilité de

(1) M. Fraissinnea. *Revue trimestrielle* 1906, p. 490 et *note*, D., 908, 2, 217, a essayé de trouver un système pour les arrêts de la Cour de cassation, mais seulement dans le cas de cession totale de la créance saisie.

(2) Exemple : Bordeaux, 15 mai 1891, D., 92, 2, 197 et S., en *note*, 1898, 2, 75. Indisponibilité absolue partielle ou indisponibilité relative?

la créance ne doit exister que pour les créanciers qui sont intervenus dans la saisie avant l'acte de disposition. Pourtant la jurisprudence cherche à faire profiter des effets de l'indisponibilité surtout les créanciers postérieurs ; cette solution est admise même dans son système d'indisponibilité relative, où pourtant elle part du principe que la créance est rendue indisponible seulement dans l'intérêt des créanciers saisissants antérieurs à la cession. Il résulte que les créanciers retardataires, de même que le cessionnaire profiteront de la saisie au détriment du créancier diligent.

1° *Indisponibilité absolue et totale de la créance saisie.* — La saisie-arrêt met obstacle à tout acte de disposition, cession ou paiement (1). Le saisissant antérieur, le cessionnaire, réduit au rôle d'opposant, et les saisissants postérieurs vont concourir au marc le franc sur la créance saisie-arrêtée (2).

(1) La jurisprudence s'est prononcée en ce sens seulement pour le cas d'une cession entre saisies. Pour le paiement elle admet surtout l'indisponibilité relative et rarement l'indisponibilité absolue partielle. V° même chap. nos 2 et 3.

(2) Trib. civ., Pontoise, 22 juill. 1813 et Paris 15 juin 1814. D., *Rep.* V° *Saisie-arrêt*, n° 426, note 1, p. 559 ; Paris, 28 mars 1820 D., *Rep.* V. *Saisie-arrêt*, n° 426, note 1, p. 560 ; Trib. civ. de Grasse, 11 mai 1898 et Aix, 17 juin 1897, sous S., 1899, 1, 401, note Tissier et D., 900, 1, 45.

La Cour de cassation s'est prononcée pour l'indisponibilité absolue par deux arrêts relativement récents et après avoir constamment appliqué depuis 1869 l'indisponibilité relative qu'elle continue à avoir en grande faveur. Cass. req., 10 janv. 1899 ; S., 1899, 1, 403

A l'appui de ce système, la jurisprudence invoque des arguments assez faibles : les tribunaux l'appliquent souvent car cette solution « rend inutile l'examen des questions controversées » (1). Quelquefois on prétend continuer la tradition de l'ancien droit (2). C'est exagérer ; l'ancien droit refusait au cessionnaire le droit de concourir avec le créancier opposant (3).

La Cour de cassation a adopté ce système par un arrêt de la Chambre des requêtes, du 10 janvier 1899 et un autre de la Chambre civile, du 30 juillet 1895, et qui font une brèche au système de l'indisponibilité relative, que, depuis l'arrêt de la Chambre civile, du 25 août 1869 (4), rendu au rapport, remarquable par sa netteté et précision, du conseiller Larombière, elle n'a cessé d'appliquer.

Ces deux arrêts de la Cour de cassation admettent l'indisponibilité absolue et totale pour le cas où les causes de la saisie sont supérieures à la créance saisie (5).

Puisque la première saisie-arrêt est faite pour une

note Tissier et D., 99, 1, 136 ; Cass. civ., 30 juill. 1895 ; S., 1897, 1, 29, et D., 1896, 1, 369, *note* Glasson. Ce système n'a pas de partisans dans la doctrine.

(1) Trib. civ. d'Auch, 15 mars 1868, sous Cass. ; S., 1869, 1, 424 et D., 1869, 1, 456.

(2) Caen, 13 fév. 1882. D., 83, 2, 63.

(3) Villequez. *Revue historique de droit français et étranger*, 1862, p. 472.

(4) D., 1869, 1, 456 et S., 1869, 1, 424.

(5) Le rapport de M. le conseiller Faye. D., 1896, 1, 372.

créance, dont les causes dépassent les sommes saisies, tout acte d'indisponibilité devient impossible pour la créance entière. S'ensuit-il que cette indisponibilité totale doit profiter aux créanciers intervenus dans la saisie au moment où le saisi avait cédé déjà sa créance ? Non. Il n'y a aucune raison pour admettre que l'indisponibilité doit leur profiter. Seul le premier saisissant aura le droit de l'invoquer. Pour les créanciers retardataires, la cession est valable, et la créance saisie est sortie définitivement du patrimoine du débiteur. C'est à tort qu'on veut soustraire ce cas aux règles générales (1) ;

2° *Indisponibilité absolue partielle.* — Dans le système de l'indisponibilité absolue et totale, le cessionnaire était réduit au rôle de simple opposant vis-à-vis de tous les saisissants, antérieurs ou postérieurs à la cession.

Le système de l'indisponibilité absolue et partielle est plus conforme à la nature et aux effets de la saisie, car la cession est reconnue valable et produit son effet translatif vis-à-vis des créanciers postérieurs. Il s'approche par conséquent de la vraie conception du droit français : les saisies ne profitent qu'aux créanciers qui les pratiquent ; les autres créanciers ne peuvent pas se prévaloir des effets d'une saisie à laquelle ils sont restés étrangers.

Seulement il réalise cette conception d'une manière très défectueuse. A juste raison, il a été considéré

(1) Trib. Toulouse, 1^{er} mars 1907, D., 1908, 2, 217 et *note* de M. Fraissinnea.

comme un système de transition entre l'indisponibilité absolue totale et l'indisponibilité relative.

La saisie-arrêt est limitée aux causes de la saisie, la cession ou le paiement sont valables vis-à-vis des créanciers pour l'excédent entier.

Tous les créanciers doivent profiter de la saisie-arrêt.

L'égalité entre créanciers l'exige. Ils sont par conséquent colloqués au marc le franc sur la partie de la créance rendue indisponible par la saisie (1).

Quelle est la situation faite au premier saisissant ?

Obligé à reconnaître valable la cession pour tout ce qui dépasse les causes de la saisie ; obligé à subir sur ce qui reste indisponible le concours des autres créanciers, le premier saisissant verrait les effets de sa saisie-arrêt réduits presque à rien si la jurisprudence n'avait

(1) I. *Pour la cession entre plusieurs saisies.* Pau, 12 avril 1832, sous Cass. req., 26 février 1834. D., 34, 1, 177 ; Paris, 30 mai 1835, D., 1835, 2, 135 ; Paris, 9 fév. 1837 ; D., 1838, 2, 116 ; V. aussi D., *Rep.*, V. *Saisie-arrêt*, n° 150 et les arrêts cités ; Riom, 23 janv. 1862, S., 62, 2, 530 ; Bourges, 24 nov. 1865 ; D., 1866, 2, 177. Ce fut le système de la Cour de cassation jusqu'à l'arrêt du 25 août 1869 ; S., 1869, 1, 424 et D., 1869, 1, 456, qui admit l'indisponibilité relative ; Cass., 26 fév., 1844 ; S., 1835, 1, 222 ; Cass., 18 juill. 1843 ; S., 1843, 1, 908 et D., 1843, 1, 435 ; Cass. civ., 3 déc. 1851 ; S., 1852 1, 241 et D., 1852, 1, 10 ; Mais les Tribunaux et les Cours ont continué à l'appliquer même après l'arrêt de la Cour de Cass., de 1869. Trib. de Rennes, 14 août 1891 ; D., 93, 2, 246 ; Limoges, 15 janv. 1904 ; D., 905, II, 237.

II. *Pour le paiement.* Bourges, 3 fév. 1836 ; S., 1837, 2, 10 ; Paris, 22 juin 1837 ; D., *Rep.*, V. *Saisie-arrêt*, n° 427, *note* 1 ; Toulouse ; 7 déc. 1838 ; S., 2, 1839, 2, 225 ; D., 1839, 2, 45 ; Caen, 17 fév. 1846 ; S., 1846, 2, 456.

pas soin de corriger les conséquences trop rigoureuses de son système par un recours accordé soit contre le cessionnaire, soit contre les saisissants postérieurs, et grâce auquel ce système se rapproche beaucoup dans ses résultats de l'indisponibilité relative ;

3° *Indisponibilité relative.* — La saisie-arrêt met obstacle à la cession ou au paiement de la créance saisie. L'indisponibilité qui en résulte a pour but d'empêcher le débiteur de diminuer ou anéantir à son gré les sûretés sur lesquelles le saisissant a le droit de compter. Seul le saisissant antérieur au paiement ou à la cession peut se prévaloir de cette indisponibilité. La cession ou le paiement est parfaitement valable vis-à-vis des créanciers qui ne sont pas intervenus dans la saisie, car la créance n'existe plus pour eux dans le patrimoine du débiteur. Les actes faits par le débiteur sont valables et opposables aux créanciers.

Ils seraient mal venus d'invoquer l'indisponibilité résultant d'une saisie antérieure pratiquée par un créancier diligent : au moment où celui-ci l'a faite, la créance appartenait encore au débiteur ; d'autre part, il n'avait pas pouvoir de représenter les autres créanciers dans la saisie.

Si le paiement ou la cession ont été faits seulement pour ce qui dépasse les causes de la saisie, les créanciers postérieurs pourront saisir seulement la partie de la créance restée dans le patrimoine de leur débiteur.

Dans ce cas, le premier saisissant pourra invoquer

l'indisponibilité pour toute la créance et repousser le concours des créanciers retardataires sur la partie cédée ou payée (1).

L'indisponibilité relative a eu toujours des partisans (2) et même quelques timides applications jurisprudentielles (3). La Cour de cassation l'admit assez tard par son arrêt de la Chambre civile, du 25 août 1869 (4), rendu au rapport du conseiller Larombière. Et sauf les deux arrêts examinés (Ch. req., 10 janvier 1899 et Ch. civ., 30 juillet 1895) qui consacrent l'indisponibilité absolue, on peut dire que c'est le système de la Cour de cassation tant pour le cas d'une cession que pour celui d'un paiement (5).

(1) Dans ce sens, on dit très souvent que l'*indisponibilité est relative et totale*. Baudry-Lacantinerie et Barde, II, n^{os} 1455, 1458, Tissier, *note*, S. 99, 1, 401.

(2) Demolombe, XXVII, n^o 211.

(3) Trib. civ. de la Seine, 19 avr. 1828 et 3 mai 1828; S., 37, 2, 7, *notes* 2 et 3; Grenoble, 19 nov. 1847; S., 48, 2, 185; Orléans, 11 mai 1859; D., 1859, 2, 172.

(4) S., 1869, 1, 424 et D., 1869, 1, 456.

(5) I. *Cession entre plusieurs saisies*. Cass. req., 15 juin 1898; S., 1899, 1, 401 et *note* Tissier; Nîmes, 6 fév. 1899; S., 1899, 2, 248 et D., 1906, 2, 370, *note* Fraissinnea; Trib. civ. de Toulouse, 1 mars 1907; D., 908, 2, 216 et *note* Fraissinnea.

II. *Pour le paiement entre saisies-arrêts*. Caen, 13 fév. 1882; S., 1883, 1, 141 et D., 1883, 2, 63; Cass. civ., 1^{er} janv. 1888; S. 2, 190 1., 499 et D. 1889, 1, 53; Bordeaux, 15 mai 1891; D. 1892, 2, 198, et S., 1898, 2, 75 en *note*. (Cet arrêt a été souvent considéré comme consacrant l'indisponibilité absolue et totale).

La jurisprudence applique l'indisponibilité de deux manières différentes.

Pourtant la situation du premier saisissant est la même dans les deux solutions :

La créance est rendue indisponible pour le tout dans son intérêt exclusif. Or, cet intérêt est déterminé dans un concours fictif avec le cessionnaire et les autres créanciers. Et sa part, que l'acte de disposition, paiement ou cession, ne peut pas toucher, aura pour mesure son intérêt ainsi déterminé.

Les deux procédés diffèrent pour les droits reconnus aux saisissants postérieurs ou au cessionnaire :

1° Le cessionnaire est colloqué sur la créance saisie pour une part déterminée dans un concours restreint avec le premier saisissant. Le reste revient aux créanciers postérieurs :

2° Le cessionnaire est colloqué sur tout ce qui reste après le paiement du premier saisissant et jusqu'à la concurrence de la cession. Par conséquent, si la cession a été totale, les créanciers postérieurs n'auront rien. Il faut que la cession soit partielle pour qu'ils puissent être colloqués utilement (1).

Par exemple, une première saisie-arrêt de 1,500 fr. est pratiquée sur une créance de 3,000 fr. Après une cession totale, un créancier intervient par une opposition

(1) Nîmes, sur renvoi, 6 fév. 1899 ; S., 1899, 2, 248 et D., 1906, 2, 370 et *note* Fraissineq ; Trib. civ., Toulouse, 1^{er} mars 1908, 2, 216, seulement dans ses motifs.

pour le paiement d'une créance de 1,500 fr. Dans les deux procédés, la part du premier saisissant sera la même, une somme de 750 fr. (moitié de ce qui lui est dû), obtenue par un concours général avec le cessionnaire et le saisissant postérieur ($1500 + 3000 + 1500 = 6000$) sur la créance saisie (3,000 fr.).

Avec le premier procédé, le cessionnaire obtiendra 2,000 fr. seulement, somme à laquelle le réduit le concours restreint avec le premier saisissant ($1500 + 3000 = 4500$) sur la créance arrêtée (3,000 fr.). Le reste de 250 fr. reviendra au créancier postérieur.

Avec le deuxième procédé, le cessionnaire prendra tout ce qui reste (2,250 fr.) après le paiement du premier saisissant (750 fr.), et le créancier postérieur n'aura rien, car, vis-à-vis de lui, la cession est valable et produira son effet jusqu'à concurrence de 3,000 fr., valeur de la créance cédée.

Incontestablement que le deuxième procédé est préférable au premier, qui réduit sans aucune raison les droits du cessionnaire au profit des créanciers postérieurs, tout en admettant que vis-à-vis d'eux la cession est entièrement valable.

Quel que soit le procédé employé, cette jurisprudence est vraiment critiquable pour la situation qu'elle fait au premier saisissant. Vis-à-vis de lui, l'indisponibilité n'existe plus.

Après avoir posé le principe de l'indisponibilité de la créance vis-à-vis du premier saisissant, la jurisprudence

fait produire effet à l'acte de disposition vis-à-vis du même premier saisissant en l'obligeant à subir le concours du cessionnaire !

Curieuse conception d'indisponibilité que celle qui permet au saisi de diminuer à son gré les droits du saisissant en consentant la cession de la créance saisie !

Le débiteur peut à tout moment diminuer une sûreté sur laquelle le saisissant avait droit de compter !

C'est injuste.

Et par conséquent, la situation faite par la jurisprudence au premier saisissant ne peut être que contraire à la loi.

Pour en finir avec ces incertitudes, une réforme législative est absolument nécessaire.

SECTION II

SITUATION EXCEPTIONNELLE ET PRIVILÉGIÉE DU PREMIER SAISSANT DANS LES SAISIES-ARRÊTS.

(Loi du 17 juillet 1907 sur la limitation des effets de la saisie-arrêt).

Une indisponibilité absolue et totale de la créance saisie présenterait tant d'inconvénients que de tout temps la doctrine et la jurisprudence ont essayé, par divers moyens, de donner effet à la cession ou au paiement de la créance.

Seulement, ainsi que nous l'avons démontré, toutes les restrictions apportées au principe de l'indisponibilité, quoique très avantageuses, ont pour résultat de créer au premier saisissant une situation inique et exaspérante par les nombreuses incertitudes qu'elle comporte.

Il y a pourtant un moyen bien simple pour satisfaire les intérêts de tout le monde, du saisissant, du saisi, du cessionnaire et du tiers saisi. C'est d'attribuer exclusivement au premier saisissant les sommes arrêtées jusqu'à concurrence de sa créance et reconnaître valable la cession qu'il le paiement pour ce qui en reste.

Cette solution simple et avantageuse, qui rend inutile les interminables discussions sur l'indisponibilité de la créance saisie, a été consacrée par la loi du 17 juillet 1907, mais malheureusement pour une série limitée de cas ?

Pourquoi a-t-on visé dans les dispositions de cette loi une seule série de cas ? Pourquoi ne pose-t-elle la même règle pour toutes les hypothèses où la question de l'indisponibilité se présente avec son cortège de difficultés ?

La raison est bien simple.

Suivant un système très critiquable, qui commence à être en faveur auprès du législateur français, on a transformé en loi une jurisprudence préexistante.

La jurisprudence, obligée de se servir dans ses constructions juridiques des matériaux fournis par les lois

en vigueur, n'avait pu trouver le moyen de se débarrasser des difficultés présentées par la question de l'indisponibilité que pour une seule série de difficultés. Le législateur pouvait faire mieux et plus. Il n'était pas gêné par les lois préexistantes et aurait pu trouver facilement dans l'arsenal juridique les matériaux nécessaires pour échafauder un système général et pratique.

Nous allons examiner séparément :

§ I. Avantages d'un privilège accordé au premier saisissant.

§ II. La jurisprudence antérieure à cette loi.

§ III. Examen et critique de la loi.

§ 1^{er}. — Avantages du privilège accordé au premier saisissant.

La situation privilégiée faite au premier saisissant présente un double avantage : le saisi peut toucher les sommes qui dépassent les causes de l'opposition ; le saisissant ne voit pas diminuer les effets de sa saisie.

La somme saisie, étant immobilisée pour le tout, il peut en résulter pour le débiteur saisi un très grave préjudice ; ses ressources peuvent lui être indispensables pour vivre, sa situation, son crédit peuvent être ébranlés, détruits peut-être (1).

C'est dans l'intérêt du saisi que le premier saisissant

(1) *Rapport à la Chambre des députés* de M. Raynaud, déposé le 24 janv. 1907. *Journal officiel*. Chambres, annexes, n° 687.

a été gratifié d'un privilège. On n'aurait pas pu mieux sauvegarder ses intérêts.

Enfin, le tiers saisi trouve l'avantage de pouvoir faire un paiement partiel valable, sans avoir à craindre un recours éventuel, impossible à prévoir ni à prévenir au jour du paiement partiel, et dont le montant — à cause des oppositions qui peuvent se joindre à la première — ne sera connu que le lendemain de la signification du jugement de validité, passé en force de chose jugée.

§ 2 — **La jurisprudence antérieure à la loi du 17 juillet 1907** (1).

Comment accorder un privilège au premier saisissant quand la loi est formellement contraire ? Comment attribuer exclusivement au premier saisissant le montant de la saisie ?

Il fallait trouver un moyen qui ne soit pas contraire à la loi.

Et on trouva que le débiteur peut toujours avantager un créancier au détriment des autres en lui accordant une sûreté conventionnelle.

La jurisprudence n'eût qu'à reconnaître la validité d'une pareille convention toutes les fois qu'elle inter-

(1) *Bibliographie*. Roger, n° 530. De Belleyne, *Ordonnances sur requête et sur référé*, 2^e édit., Paris, 1844, p. 41 et 196 et suiv. ; Krug Basse, *Du cantonnement de la Saisie-arrêt. Revue critique*, 1875, p. 731. ; André Belloin, *De l'affection spéciale en matière de saisie-arrêt*. Thèse, Paris, 1902.

venait. Mais elle alla plus loin. Toutes les fois qu'elle put le faire, sans dépasser les limites imposées par la loi, elle força les parties par différents moyens et malgré elles, à concourir à une pareille convention.

Cette jurisprudence ne pouvait pas avoir une grande portée pour deux raisons :

1° Le saisissant ne pouvait jamais consentir à une mainlevée de la saisie-arrêt que si le saisi lui assurait le paiement de sa créance. Par conséquent, cette jurisprudence se trouve forcément limitée au cas où le saisi consentait à payer le saisissant. Elle était étrangère aux autres cas, dans lesquels, par une cession ou paiement total, le saisi aurait disposé de sa créance ;

2° La jurisprudence ne put forcer le saisissant à consentir au paiement partiel que dans une seule hypothèse. Le créancier sans titre doit se faire autoriser sur requête, pour pouvoir pratiquer la saisie-arrêt (art. 558 C. pr. civ.).

Dans ce cas, le juge des référés peut autoriser la saisie à condition que le saisissant consente d'avance à la limitation des effets de la saisie-arrêt ; d'autre part, il autorise le saisi à toucher ce qui dépasse les causes de la saisie, à condition de consentir à une sûreté au profit du premier saisissant. Pour bénéficier des avantages que l'ordonnance leur confère, ils sont forcés de convenir à ce contrat judiciaire.

Mais en dehors de ce cas, le juge n'avait aucun moyen

pour forcer les parties à consentir à un contrat judiciaire d'affectation spéciale.

Les solutions de la jurisprudence variaient, en conséquence, selon que la saisie était pratiquée en vertu d'une ordonnance ou par un créancier muni d'un titre.

I. *Saisie-arrêt pratiquée en vertu d'un titre authentique ou sous seing privé.* — Après quelques essais, peu heureux (1), on mit en usage un procédé très ingénieux à l'occasion des nombreuses saisies-arrêts pratiquées sur l'indemnité accordée aux émigrés (2).

Une loi du 27 avril 1825 accordait aux émigrés une indemnité représentative des biens confisqués pendant la Révolution et vendus comme biens nationaux. Les bénéficiaires de cette indemnité avaient quantité de dettes. Et nombreuses oppositions au paiement surgirent.

On imagina alors le procédé suivant qui eut ensuite de nombreuses applications.

Le débiteur saisi assigne devant le juge des référés le saisissant, et lui demande mainlevée de la saisie en lui assurant le paiement de la somme saisie-arrêtée si la créance litigieuse, non liquidée ou contestée, est reconnue valable.

Le paiement est garanti par un dépôt soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit entre les mains d'un tiers, avec affectation spéciale au paiement du saisissant.

1) Toulouse, 14 avr. 1810 ; S., 1815, 2, 175 ; D., 1811, 632.

(2) Roger, n° 630.

En acceptant cette offre, le saisissant concourt à la formation d'un contrat judiciaire.

La sûreté qui en résulte est parfaitement légale.

Un débiteur peut toujours avantager de bonne foi un créancier au détriment des autres (1).

On peut arriver au même résultat par une cession conditionnelle, consentie au profit du premier saisissant (2).

L'accord entre le saisissant et le saisi, malgré les avantages qu'il présente pour les deux parties, est très souvent impossible.

Dans ce cas, la convention ne peut plus intervenir, et les juges sont dans l'impossibilité de forcer les intéressés à se mettre d'accord.

Aucun moyen légal ne peut plus être employé pour éviter les fâcheuses conséquences du paiement.

Pourtant nous trouvons dans la jurisprudence plusieurs essais manifestement contraires à la loi. Plusieurs arrêts admettent que le juge des référés peut donner mainlevée de la saisie-arrêt moyennant affectation spéciale du montant des causes de la saisie au profit exclusif du premier saisissant, et en dehors de tout accord entre le saisi et le saisissant (3).

(1) Paris, 23 juin 1841 ; S., 1841, 2, 589 ; Caen, 17 fév. 1846 ; S. 1846, 2, 456 ; Paris, 16 nov. 1883, et Paris, 22 avr. 1885 ; S., 98, 2, 74 en *note*.

(2) Poitiers, 4 août 1857 ; S., 98, 2, 74 en *note*.

(3) Paris, 18 août 1876 et Poitiers, 4 août 1887, en *note* ; S., 1889, 2, 72.

Ces arrêts justifient leur solution par l'incontestable utilité qu'elle présente ; c'est une solution favorable au saisi qui, dit-on, ne peut pas nuire au saisissant.

Avec juste raison, ces tentatives n'eurent pas grand succès. Le juge ne peut pas limiter les effets d'une saisie-arrêt sans en même temps accorder un droit exclusif au premier saisissant. Autrement, celui-ci serait privé du bénéfice de la saisie par le concours des autres créanciers (1). Or, aucune loi ne confère au juge le droit d'avantager un créancier au détriment des autres.

Cette manière de voir, tout à fait légale, fut suivie par la grande majorité des arrêts, surtout après l'arrêt de la Cour de cassation, du 6 mars 1901 (2).

II. *Saisie-arrêt pratiquée en vertu d'une ordonnance par un créancier sans titre.* — La limitation des effets de la saisie-arrêt, avec affectation des sommes saisies au profit exclusif du premier saisissant était impossible dans les très nombreux cas où le saisissant faisait opposition en vertu d'un titre, si les parties n'étaient pas d'accord. Et le juge n'avait à sa disposition aucun moyen légal de les contraindre.

Au contraire, le juge avait un moyen commode de contraindre le saisissant et le saisi à se mettre d'accord

(1) Bordeaux, 15 mars 1891, en *note* ; S., 1889, 2, 72.

(2) Cass., 6 mars 1901 ; S., 1903, 1, 213 ; Dijon, 10 mai 1903 ; S., 1904, 2, 95 ; Paris, 12 avr. 1905 ; S., 1905, 2, 200. Les parties se pourvoaient en référé, même quand la saisie-arrêt était devant une instance commencée. Paris, 26 mars 1902 ; D., 1903, 2, 464.

quand il était appelé à autoriser, sur requête, une saisie-arrêt sans titre.

Il forçait le saisissant à consentir par un moyen très simple : il ne lui délivrait pas le permis de saisir qu'à cette condition.

D'autre part, le juge pouvait facilement forcer le saisi à consentir, en lui refusant la mainlevée de la partie disponible de la créance saisie tant qu'il s'obstinait à refuser son concours au contrat judiciaire d'affectation spéciale.

Au tribunal de la Seine, d'après une pratique remontant au président De Belleyne (1), on avait l'habitude de mettre des réserves, ainsi conçues, dans les ordonnances qui autorisaient les saisies-arrêts (2) :

« Disons que, en laissant la somme ci-dessus fixée entre les mains du tiers saisi ou en la déposant à la Caisse des dépôts et consignations avec affectation spéciale et délégation expresse à la créance susénoncée, la partie saisie pourra toucher et recevoir ce que peut lui devoir le tiers saisi. »

Cette clause avait une grande utilité : elle permettait de revenir sur la saisie-arrêt accordée trop légèrement, de limiter les effets de la saisie-arrêt aux causes de la saisie-arrêt, avec affectation des sommes arrêtées au profit du premier saisissant.

(1) De Belleyne. *Ordonnances sur requête et référé*, 2^e édit., 1844. p. 196 et 206.

(2) Formule peu différente. De Belleyne, *ibid.*, formule XXXV.

Cette pratique donna lieu à diverses discussions sur la validité de la clause par laquelle le juge se réservait le pouvoir de revenir sur son ordonnance (1).

Mais tout le monde fut d'accord sur la validité des clauses concernant les moyens d'aboutir au contrat judiciaire d'affectation spéciale.

§ 3. — Loi du 17 juillet 1907 (2).

Cette loi, inscrite sous l'art. 567 du Code de procédure civile, crée, selon les termes propres de la loi, un privilège au profit du premier saisissant.

En tout état de cause, le débiteur saisi peut, en s'adressant au juge des référés, obtenir mainlevée de la saisie-arrêt pour tout ce qui dépasse les causes de la saisie.

Les sommes saisies-arrêtées, qui restent, seront déposées à la Caisse des dépôts et consignations et le premier saisissant aura sur elles un privilège exclusif.

(1) Depuis 1860, la validité de cette clause n'est plus en discussion. V. Cass., req., 16 mars 1860 ; D., 1860, 1, 438.

(2) *Bibliographie*. Glasson, II, n° 1260 ; Ch. Cézar-Bru, *Chronique législative et parlementaire. Revue critique*, 1907, p. 438 ; Félix Baston. *Loi du 17 juill. 1907 sur la limitation des effets de la saisie-arrêt*. Thèse. Paris, 1908 ; Léon Guyot. *De la limitation des effets de la saisie-arrêt*. Thèse. Paris, 1909. L'art. 4 du décret du 17 août 1807 sur les formalités pour les saisies-arêts entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisse et deniers publics, *limite les effets de la saisie-arrêt aux causes de la saisie, sans pourtant se prononcer sur l'attribution exclusive des sommes au profit du saisissant*.

Cette loi dépasse de beaucoup la jurisprudence que nous avons analysée dans le paragraphe précédent :

1° La limitation des effets de la saisie-arrêt par le juge des référés est toujours possible, puisque le concours du saisissant n'est plus nécessaire.

Avant, elle n'était pratiquement réalisable que dans le cas d'une opposition faite sans titre ;

2° Le privilège du premier saisissant est *légal*, il ne résulte plus d'une sûreté conventionnelle. Il est la conséquence naturelle du cantonnement des effets de la saisie-arrêt, et existe de plein droit.

L'intervention du saisi est pourtant nécessaire, non pas que la situation du premier saisissant soit à la merci de celui-ci, mais puisque le privilège est la conséquence d'une limitation des effets de la saisie qui ne peut être demandée que par le débiteur saisi et non pas par le saisissant ;

3° Le juge des référés est compétent, en tout état de cause, pour limiter les effets de la saisie-arrêt.

Avant cette loi, la jurisprudence admettait qu'une fois l'instance en validité commencée, seul le tribunal pouvait valablement constater l'accord des parties.

On aperçoit facilement la cause de la différence. Avant cette loi, le juge des référés et le tribunal constataient un accord de volonté, intervenu devant eux, entre le saisissant et le saisi. Ils ne pouvaient pas limiter les effets de la saisie quand les parties n'étaient pas d'accord.

Cette loi est critiquable à un triple point de vue :

1° Elle ne s'occupe que d'une seule des nombreuses difficultés présentées par la question de l'indisponibilité de la créance saisie.

Malgré l'identité de la question, restent en dehors des prévisions légales les autres actes de disposition, paiement total ou cession totale ou partielle.

On aurait dû pourtant leur appliquer les mêmes règles qu'au cas visé par la loi. La situation du saisissant est aussi intéressante dans tous ces cas, et quant aux effets de ces actes, les difficultés sont encore plus grandes.

C'est vrai, on a fait une loi seulement pour le cas qui se présentait le plus souvent dans la pratique, et on s'est contenté de transformer en loi une jurisprudence préexistante.

Or, malgré sa bonne volonté, la jurisprudence ne pouvait appliquer son système qu'au cas où le saisissant acceptait la mainlevée de la saisie.

Pour arriver à ce résultat, la jurisprudence n'avait trouvé qu'un seul moyen légal : son contrat d'affectation spéciale.

Or, ce contrat était impossible au cas d'une cession totale ou d'un paiement total.

Le législateur n'était pas réduit à cette pénurie de moyens !

Il aurait pu recourir directement à un privilège !

Rien ne l'empêchait de donner une solution générale.

Il aurait pu décider qu'un paiement total ou une cession seront valables pour tout ce qui dépasse les

causes de la saisie, et attribuer les sommes rendues indisponibles, au paiement exclusif du premier saisissant ;

2° Cette loi impose des formalités inutiles. Pourquoi obliger le saisi à recourir à la justice ? Pourquoi faire intervenir le juge des référés ?

On aurait pu arriver au même résultat, plus simplement et sans ces formalités, en décidant que la saisie-arrêt rend indisponible au profit exclusif des premiers saisissants la créance arrêtée antérieurement à l'acte de disposition dans les limites des sommes dues, et que le reste est disponible, et un paiement ou une cession seront valables.

On serait arrivé au même résultat sans faire intervenir le juge des référés dans tous les cas où la créance est liquide et constatée par un titre.

Ici encore on a copié la jurisprudence qui, évidemment, était obligée de recourir aux moyens que la loi mettait à sa disposition ;

3° Cette loi est incomplète :

S'applique-t-elle aux saisies-arrêts déferées à la compétence des juges de paix ?

L'intention du législateur, croyons-nous, a été de faire bénéficier de ces avantages toutes les saisies. Il faut par conséquent décider que même dans ce cas, le juge des référés pourra donner mainlevée, et le saisissant jouira d'un privilège sur les sommes saisies.

CHAPITRE IV

Situation du premier saisissant au point de vue législatif.

La situation du premier saisissant est une des questions pour laquelle la jurisprudence n'est pas parvenue à établir des règles fixes et précises et pour laquelle l'intervention d'une solution législative, simple et complète, se fait impérieusement sentir.

Un premier pas dans cette voie a été fait par la loi du 17 juillet 1907. Pourtant cette loi est insuffisante. Elle n'embrasse pas dans ses solutions toutes les difficultés que la jurisprudence est obligée de résoudre, et toutes ces questions continuent à gêner la pratique par l'incertitude des solutions qu'elles comportent.

La jurisprudence a fait de son mieux, mais il faut reconnaître que, malgré les éloges très enthousiastes qu'on lui fait (1), elle ne fut pas toujours bien inspirée.

(1) « Quant à la saisie-arrêt, elle a été pour la jurisprudence du siècle dernier, le terrain d'une féconde et ingénieuse activité, dominée par la préoccupation, d'assurer à cette procédure la plus grande souplesse possible ». Couche. *Le centenaire du Code de procédure*, *Revue politique et parlementaire*, avril 1906, p. 161-158.

Il est à désirer que la revision du Code de procédure civile, depuis longtemps attendue, soit faite le plus tôt possible (1).

Ce serait l'occasion de mettre une fin, par des règles précises et générales, à ces interminables controverses.

Quelle sera dans le nouveau Code la situation du premier saisissant ? Il est difficile de le prévoir dès à présent.

Nous trouvons plusieurs propositions faites par la doctrine française.

D'autre part, les législations étrangères nous offrent des règles très simples et souvent très avantageuses, concernant la situation du premier saisissant.

§ 1^{er}. La situation du premier saisissant dans les législations étrangères.

A côté des législations dans lesquelles, faute d'une réglementation spéciale, la situation du premier saisissant est laissée au hasard des circonstances (2), nous en trouvons d'autres qui réglementent la situation du premier saisissant à un double point de vue : 1^o situation

(1) Tissier, *La réforme du Code de procédure civile*. *Revue politique et parlementaire*, fév. 1907, p. 289.

(2) *Belgique*, Leurquin, Code de la saisie-arrêt, notamment n^o 582 et suiv. ; *Italie*, Allard, Examen critique du Code de procédure civile du royaume d'Italie, p. 92 ; *Roumanie*, Code de procédure civile, modifié en 1900.

du premier saisissant quand le débiteur saisi est insolvable ; 2° droits du premier saisissant quand le saisi est solvable.

I. *Situation du premier saisissant en cas d'insolvabilité du débiteur saisi.* — Si le débiteur saisi est insolvable, le premier saisissant doit subir le concours des autres créanciers, car tous ont droits égaux sur le patrimoine de leur débiteur.

Le principe est le même qu'en France.

Mais tandis qu'en France, l'égalité entre les créanciers est laissée au hasard des paiements ou des poursuites, elle est réalisée, dans plusieurs législations étrangères, par une organisation complète, analogue à la faillite du droit commercial (1).

a) Dans plusieurs pays, il n'existe qu'une seule législation pour tous les débiteurs insolubles, commerçants ou non. De la sorte, le premier saisissant peut arriver plus difficilement à un privilège de fait. Ce système est appliqué notamment en Allemagne (2), en Angleterre depuis la loi de 1883 (3), en Hongrie par la loi du 30

(1) Thaller. *Faillites en droit international*, I, p. 125 à 202. Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*, 3^e édit., 1903, t. VII, p. 28 et 30.

(2) Loi sur les faillites du 10 fév. 1877. *Annuaire de législation étrangère*, VI, p. 79 et VII, p. 102.

(3) Lyon-Caen. *Loi anglaise de 1883 sur les faillites*. Traduction et commentaire ; Thaller, *Faillites en droit comparé*, p. 113.

mai 1881 (1), en Danemark (2), en Serbie (3) et dans les pays scandinaves.

b) L'égalité entre créanciers est réalisée par des règles spéciales, applicables seulement aux non commerçants, en Autriche (4), où la déconfiture s'inspire beaucoup des règles de la faillite et en Suisse.

La législation suisse (5) est très intéressante. La loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite, est considérée comme une des meilleures dans cette matière et supérieure aux législations allemandes.

L'égalité entre les créanciers est réalisée non pas par une organisation analogue à la faillite, mais simplement par une meilleure organisation et surtout par l'unification des voies d'exécution.

Elle se recommande spécialement à notre attention car elle s'éloigne de la conception allemande sur l'égalité entre créanciers et s'approche plutôt de la conception française, qui, hostile à l'extension de la faillite aux non commerçants, cherche la réalisation de l'égalité par les voies normales d'exécution.

La faillite existe seulement pour les personnes inscrites au registre de commerce (art. 39 de la loi fédérale

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1882, p. 320.

(2) Loi du 29 mars 1872. *Bulletin de la société de législation comparée*, 1883, p. 64.

(3) Thaller, *op. cit.*, I, p. 93.

(4) Loi du 25 déc. 1868, complétée par une loi du 16 mars 1884. *Annuaire de législation étrangère*, XIV, p. 289 et 304 ; Thaller, *op. cit.*, I, p. 94.

(5) *Annuaire de législation étrangère*, XIX, 1890, p. 606 et la notice de M. Thaller.

du 11 avril 1889). Les commerçants, en cette qualité, sont obligés de se faire inscrire (art. 565 Code des obligations). Mais toute personne, quoique ne faisant pas commerce, peut s'inscrire sur ce registre. Elle trouvera l'avantage de rehausser son crédit en se soumettant à des règles plus rigoureuses pour l'exécution de ses engagements (art. 39, 40 et 41).

En cas de faillite cette loi emploie, pour réaliser son but, des moyens analogues à ceux employés par la législation commerciale française : dessaisissement, masse des créanciers, annulation des actes suspects, etc. (art. 221 et suiv.).

Si le débiteur n'est pas inscrit au registre du commerce, l'exécution débute par un commandement (art. 67, 69 et 70). Le commandement est nécessaire dans toutes les saisies, même si le bien qu'on se propose de saisir est une créance.

Si le débiteur n'exécute pas dans les vingt jours qui suivent la notification du commandement de payer, le créancier passe 1° à la saisie contre le débiteur non inscrit au registre ; 2° à la faillite contre celui qui s'est fait inscrire (art. 88).

Par quels moyens arrive-t-on, en cas de simple saisie, à réaliser l'égalité entre créanciers si le débiteur est insolvable ?

La loi fédérale ne prévoit aucun moyen de nature à avertir les autres créanciers de la saisie et des périls qui les menacent à cause de l'insolvabilité du débiteur.

La saisie est très rapide.

Il résulte que seuls les créanciers diligents en profiteront. La situation privilégiée de fait du saisissant doit se rencontrer plus souvent qu'en droit français.

Ces règles s'appliquent à toutes les voies d'exécution. Les créances y sont soumises (art. 95, 96, 99 et 100).

La créance devient indisponible pour le tout, et le débiteur, tiers saisi, ne peut se libérer valablement qu'entre les mains de l'agent chargé de la saisie.

Grâce à ce système, toutes les difficultés présentées par le droit français sur la situation du premier saisissant et les droits des autres créanciers d'un même débiteur insolvable, ne peuvent plus avoir lieu.

En fait évidemment, les premiers saisissants aboutiront très souvent à être avantagés au détriment des retardataires.

La collocation des créanciers dans la procédure de la distribution des deniers se fait, en règle générale, dans l'ordre des saisies, mais si les sommes obtenues sont insuffisantes pour le paiement intégral des créanciers saisissants — la loi ne tient pas compte des droits des créanciers qui ne sont pas intervenus — la collocation sera faite comme dans les faillites (art. 146 et 219).

Sont payés en premier lieu les créanciers qui jouissent d'une sûreté conventionnelle, ensuite la loi établit cinq classes de créanciers privilégiés. Les créanciers d'une classe inférieure ne sont pas payés avant le paiement intégral des créanciers de la classe supérieure (art. 219).

Dans chaque classe les créanciers vont concourir au marc le franc si les sommes obtenues sont insuffisantes pour un paiement intégral (art. 220).

Par ce système sont soustraites à la loi du concours un grand nombre de créances qui paraissent, pour différentes raisons, dignes d'intérêt.

Les créanciers qui se présentent après la répartition des deniers n'auront rien.

II. *Situation du premier saisissant quand le débiteur saisi est solvable.* — Nous avons vu dans le deuxième chapitre les inconvénients présentés par l'absence d'une règle spéciale sur cette question dans la législation française.

Le débiteur saisi peut être parfaitement solvable, néanmoins le saisissant doit subir le concours d'un autre créancier, sur les sommes produites par la saisie, et ne plus recevoir paiement intégral de sa créance malgré les nombreux biens qui composent le patrimoine de son débiteur.

Cet inconvénient est surtout très grand dans les saisies-arrêts. Au lieu de pratiquer une nouvelle saisie sur un des nombreux biens appartenant au débiteur, n'importe quel créancier peut se joindre à la saisie-arrêt pratiquée par le premier et en profiter à son détriment sans se donner grande peine.

De la sorte, le premier saisissant se verra disputer le bénéfice de ses efforts sur lesquels il avait droit de

compter, et se trouvera obligé de recommencer une nouvelle saisie, dont le résultat sera peut-être tout aussi incertain. Et pourtant le débiteur est solvable !

Nous trouvons dans les législations étrangères deux dispositions différentes dont le but est d'éviter ces inconvénients :

1° Le droit de gage du premier saisissant :

2° L'unification des saisies.

1° *Droit de gage du premier saisissant.* — Cette règle, que l'ancien droit français avait connu sous le nom de privilège du premier saisissant, permet à celui-ci de repousser le concours des autres créanciers quand le débiteur saisi est solvable, et, de la sorte, garder pour lui seul le bénéfice de la saisie. Les autres créanciers sont forcés de saisir les autres biens composant le patrimoine du débiteur.

C'est le système du Code de procédure allemande, du 31 janvier 1887, pour les saisies-exécutions et saisies-arrêts (1) :

Art. 802 : « Par la saisie, le créancier acquiert un droit de gage sur l'objet saisi.

Le droit de gage assure au créancier, dans ses rapports avec les autres créanciers, les mêmes droits qu'un nantissement établi par contrat ; il passe avant les droits

(1) Kohler. *Lehrbuch des Konkursrechts*. Traduction dans les *Annales du droit commercial*, 1892, p. 16. Eugène Weber. *Etude critique et comparaison de l'exécution forcée en droit français et en droit allemand*. Thèse Paris, 1899, p. 137 à 159.

de gage et les privilèges qui ne sont pas assimilés au nantissement dans le cas de faillite. »

2° *Unification des saisies.* — C'est le système de la loi fédérale suisse du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et les faillites.

La saisie s'attaque au patrimoine entier. Il n'y a plus, comme en droit français, autant de saisies que de catégories de biens (saisies immobilières, saisie-exécution, saisie-arrêt, saisie-brandon, etc.).

Seulement il ne faut pas croire que tout le patrimoine est vendu en bloc comme dans la *bonorum venditio* du droit romain.

Les biens sont vendus dans un ordre déterminé par la loi, et la vente est arrêtée dès que la somme obtenue est suffisante pour le paiement de la créance du saisissant et les frais de poursuite.

Art. 95 : « La saisie porte en première ligne sur les biens meubles, y compris les créances ; les objets de valeur courante doivent être saisis les premiers, ceux dont le débiteur peut se passer plus aisément, de préférence à ceux dont il pourrait difficilement se priver.

Les immeubles ne sont saisis qu'à défaut de biens meubles suffisants pour couvrir la créance, ou lorsque le créancier et le débiteur le demandent.

Sont saisis en dernier lieu les biens frappés de sequestre, ceux que le débiteur désigne comme appartenant à des tiers et ceux que les tiers revendiquent.

Le débiteur dont on saisit les fourrages peut exiger

que l'on saisisse en même temps le nombre correspondant de pièces de bétail.

En général, le fonctionnaire qui procède à la saisie doit concilier autant que possible les intérêts des créanciers et ceux du débiteur. »

Un deuxième créancier peut intervenir dans la saisie, à condition de se présenter dans un bref délai. Autrement il sera obligé de recommencer les poursuites sur les biens qui restent non saisis.

Mais son intervention ne peut pas nuire au premier saisissant. La saisie, dans ce cas, va s'attaquer au patrimoine pour une part plus grande et la vente forcée des biens du débiteur saisi ne s'arrêtera que lorsque la somme obtenue sera suffisante pour le paiement des deux créanciers. »

Art. 110 : « Les créanciers qui requièrent la saisie dans les trente jours après une première saisie, participent à celle-ci. L'office la complète au fur et à mesure des réquisitions, autant que cela est nécessaire pour couvrir les créanciers de la même série. »

Les réquisitions faites après trente jours forment de la même manière des séries successives, pour lesquelles il est procédé à de nouvelles saisies.

Les objets saisis peuvent être compris dans une nouvelle série pour autant que le produit ne sera pas affecté au paiement des créanciers de la série précédente. »

Art. 145 : « Lorsque le produit de la vente ne suffit pas à désintéresser les créanciers, l'office complète aus-

sitôt la saisie, sans préjudice des saisies postérieures. Les biens nouvellement saisis sont vendus sans autres réquisitions et le plus rapidement possible. L'observation des délais n'est pas de rigueur. »

§ 2 — La réforme du Code de procédure et la situation du premier saisissant (1).

La situation du premier saisissant, il est à espérer, fera l'objet d'une réglementation précise dans la prochaine révision du Code de procédure civile à un double point de vue, selon que le débiteur saisi est solvable ou en état de déconfiture.

I. *Situation du premier saisissant en concours avec les autres créanciers d'un débiteur insolvable.* — Il y a peu de chances de voir pénétrer dans la législation française une organisation de la déconfiture analogue à la faillite du droit commercial, malgré la grande autorité des publicistes qui l'ont proposé (2).

(1) Projet du Code de procédure (*J. off. Chambres, Annexes* 1894 I, p. 665, *annexe n° 596*) présenté par M. Antonin-Dubost, garde des sceaux, à la séance du 5 mai 1894; Raoul de la Grasserie. *Projet de réforme du Code civil. Lois nouvelles*, 1900, 2^e partie, p. 99. A. Tissier. *Le centenaire du Code de procédure et les projets de réforme. Revue trimestrielle*, 1906, p. 625 à 660.

A Tissier. *La réforme du Code de procédure civile. Revue politique et parlementaire*, février 1907, p. 289 à 295. *Projet de réforme de la saisie-arrêt*, 1908. *Lois nouvelles*, II partie, 27, 1908; Zeglicki. *Des modifications à apporter au Code de procédure civile. Revue critique*, janv. 1909, p. 25.

(2) Garraud. *De la déconfiture et des améliorations dont la législation est susceptible*, 1880; Thaller, *Faillites en droit comparé*, 1887, I, 125 à 202.

Tout ce qu'on pourra faire c'est de définir la déconfiture et de déterminer ses effets. Cela sera assez.

En fait le premier saisissant arrivera, comme aujourd'hui, à se faire payer au détriment des créanciers retardataires, et même plus souvent qu'aujourd'hui, car il est à espérer que la procédure de la saisie sera plus rapide, et le délai dans lequel ils pourraient intervenir utilement sera plus bref.

La seule réforme utile serait, croyons-nous, d'entourer la saisie d'une publicité suffisante pour avertir les autres créanciers du danger qui les menace et les sommer de produire leurs titres dans un bref délai. Et encore il serait assez difficile d'organiser une publicité qui puisse répondre à ces exigences. Le législateur abuse, pour le moment, de publicités qui, la plupart du temps, ne répondent pas au but qu'il s'était proposé.

On aurait tort, croyons-nous, d'aller jusqu'à l'organisation de la déconfiture, sur les bases de la faillite, pour réaliser l'égalité des créanciers quand le débiteur est insolvable. Une pareille organisation ne produira pas tous les bienfaits qu'on nous promet, pour une raison bien simple : le principe de l'égalité entre créanciers est gênant pour le crédit ; il est, pratiquement, impossible à réaliser.

Les plus intéressants parmi les créanciers sont garantis par une sûreté réelle.

Le vendeur, le bailleur, le dépositaire, l'aubergiste, le voiturier, celui qui fournit les aliments, l'architecte

et le constructeur, la femme mariée, le pupille, les serviteurs, employés et ouvriers, sont garantis de l'exécution de l'obligation du débiteur par une ou même plusieurs sûretés réelles.

Cette énumération répond à presque la totalité des actes qui représentent l'activité d'un non commerçant.

En dehors du monde commercial, le crédit s'accommode mal avec l'égalité entre créanciers.

Les diverses tentatives faites pour rehausser le crédit des agriculteurs nous le prouvent largement. Les seuls moyens qu'on a employés dans les lois concernant le crédit agricole, ont été de soustraire le créancier à la loi du concours pour divers privilèges.

Restent seulement deux créanciers, plus intéressants, soumis à la loi du concours : le prêteur d'argent et le créancier d'une indemnité (art. 1382 C. civ.), et encore ce dernier, ayant droit à l'indemnité à la suite d'un jugement, se voit garanti par l'hypothèque judiciaire.

Il résulte, par conséquent, que le plus souvent l'ordre des paiements est déterminé par la loi, et l'égalité entre créanciers est appliqué plus rarement qu'on le pense.

D'ailleurs, l'égalité entre créanciers est pratiquement impossible à réaliser sans recourir à des moyens incommodes et vexatoires pour le crédit d'une personne.

Le débiteur insolvable paye valablement le créancier qu'il préfère (1).

(1) Planiol, II, 306. On dit, pour justifier cette solution, que le créancier « *sibi vigilavit suum recipit* ». Ce « *suum* » appartenait

Le droit général de gage des créanciers — conséquence de l'égalité — ne s'oppose pas à ce que le débiteur, par un nantissement ou une hypothèque, puisse soustraire un bien de son patrimoine pour avantager un créancier au détriment des autres.

Le créancier lui-même, en poursuivant, peut arriver à avoir une sûreté réelle, l'hypothèque judiciaire, sans avoir besoin du concours de son débiteur (1).

Pourquoi admettre, au cas d'une saisie, un système différent ?

Pourquoi soustraire les saisies, qui en somme aboutissent à un paiement forcé, aux règles générales, auxquelles sont soumis les paiements volontaires et les nantissements ?

Avec la tendance de la législation moderne, de soustraire le plus possible les créanciers à la loi du concours (2), on arrivera, peut-être, un jour à faire revivre en France le système de l'ancienne coutume de Bre-

tout aussi bien aux autres créanciers. L'utilité d'une pareille solution est sa seule justification.

(1) C'est en annulant ces actes, faits dans une période déterminée et dans des conditions spéciales, que le droit commercial essaye de rétablir l'égalité entre créanciers (art. 446, 447 et 448, C. Com.).

(2) Décret du 12 déc. 1806 ; loi du 5 sept. 1807 ; loi du 16 sept. 1807 ; loi du 22 janv. 1808 ; loi du 20 fév. 1872 ; loi du 19 fév. 1889 ; sur le privilège du bailleur ; loi du 19 fév. 1889, indemnité d'assurances, 18 avril 1889 pour les hôteliers ; loi du 30 nov. 1892, sur l'exercice de la médecine ; loi du 6 fév. 1895 sur le privilège des commis ; loi du 9 avril 1889 sur les accidents du travail (art. 26). loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles ; loi du 17 juillet 1907 sur la limitation des effets de la saisie-arrêt.

tagne (1) dans laquelle les créanciers étaient payés intégralement dans un ordre déterminé par la date de leur créance, dans l'ordre « de priorité et de postériorité. »

Le premier saisissant peut toujours, dans le système actuel, se voir avantager par de nombreuses circonstances de fait.

Il serait à désirer que la jurisprudence cesse de lui aider à repousser le concours des autres créanciers quand ils se présentent en temps utile.

Sur cette question, l'art. 365 du projet de 1908 nous paraît critiquable. Au lieu de mettre fin à l'abus de la jurisprudence, que nous avons signalée dans le premier chapitre (§ 2), ce projet se contente de lui emprunter le système (2).

Pourtant il est injuste d'écarter les créanciers d'un débiteur insolvable du concours avec le premier saisissant tant que celui-ci n'a pas reçu le paiement et que les deniers sont encore sous la main de la justice.

L'erreur de la jurisprudence actuelle trouve des circonstances atténuantes dans la réglementation défectueuse et surtout dans la longueur de la saisie-arrêt.

Ce n'est pas une raison pour le législateur. Il ne doit pas transformer en loi l'erreur de la jurisprudence. Qu'il cherche plutôt à supprimer les causes qui l'ont fait naître.

(1) V. Ch. I, § 1, I. *Très ancienne coutume de Bretagne*, art. 306 ; *Nouvelle coutume de Bretagne*, art. 231 et 577.

(2) Zeglick. *Op. cit.*, p. 49, propose le même système.

II. *Situation du premier saisissant d'un débiteur solvable.* — Le projet ne prévoit aucune disposition pour soustraire le créancier saisissant, quand le saisi est solvable, au concours des autres créanciers sur le produit de la saisie (1).

Malgré que le débiteur est solvable, qu'il possède différents biens, meubles, immeubles ou créances, suffisants pour le paiement de tous ses créanciers, ceux-ci, sans se donner la moindre peine, peuvent intervenir dans la première saisie, pour enlever au premier saisissant, par leur concours et sous prétexte d'égalité, une partie du bénéfice de ses efforts, sur lesquels il avait pourtant droit de compter. Le premier saisissant, impuissant à éviter pareille catastrophe, devra subir le concours, et recommencer une nouvelle saisie, dont le résultat sera tout aussi incertain.

Pourquoi le projet de réforme ne contient-il aucune disposition pour éviter ces inconvénients ?

C'est que, dans l'organisation des voies d'exécutions, les auteurs n'ont fait que suivre les indications données par la jurisprudence.

Et sur la question, la jurisprudence est muette. Dans l'état actuel de la législation, il lui est impossible de combler cette lacune.

Ce n'est pas une raison pour que le législateur ne s'en occupe pas.

(1) Pour cette situation, dans le droit actuel, voir notre chap. II.

Pour donner une bonne solution, on peut choisir entre le système suisse de l'unité des poursuites — réforme trop contraire aux conceptions françaises pour être facilement entreprise — et le système germanique, que l'ancien droit a longtemps appliqué sous le nom de privilège du premier saisissant.

Ce dernier moyen, qu'on pourrait nommer plus exactement le bénéfice du premier saisissant, est d'une réalisation plus facile :

« Le premier saisissant, dit Pothier, est préféré au second, le second au troisième, lorsqu'il n'y a pas déconfiture de leur débiteur commun ; car s'il y avait déconfiture, ils viendraient tous au marc la livre. »

III. *Indisponibilité de la créance saisie et la situation du premier saisissant.* — L'art. 7 du projet de 1894, titre 6 du livre V, est devenu, sauf quelques modifications de détails, la loi du 17 juillet 1907. Nous avons entrepris l'analyse et la critique de cette loi (chapitre III, section II, § 3).

Cette loi vise seulement le cas de paiement partiel.

La question est la même pour le paiement total ou pour une cession, et même, les difficultés qui se sont présentées sont plus grandes. Et la même solution — la créance est disponible pour tout ce qui dépasse les causes de la saisie ; le premier saisissant jouit d'un privilège, après l'acte de disposition, sur les sommes indisponibles⁽¹⁾ — s'impose dans tous ces cas.

(1) Pothier, *Procédure civile*, n° 513.

La lacune de la loi du 17 juin 1907 est regrettable.

Nous avons cru expliquer cette omission par le mauvais procédé de législation adopté.

On a simplement transformé en loi une jurisprudence, dont l'application était forcément limitée à un nombre restreint de cas, à cause des moyens qu'elle était forcée d'employer.

Le législateur eût mieux fait de généraliser cette disposition.

Les obstacles, qui ont arrêté et limité les efforts de la jurisprudence, n'existaient pas pour lui. Il avait le moyen et le devoir de les écarter.

Vu par le Président de la Thèse :
ALBERT TISSIER.

Vu :
Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I ^{er} . — Egalité entre créanciers et la situation du premier saisissant	3
§ 1 ^{er} . — Egalité de fait entre les saisissants dans les saisies	40
§ 2. — Situation exceptionnelle et privilégiée du premier saisissant dans les saisies-arrêt.....	43
CHAPITRE II. — Indépendance des poursuites et la situation faite au premier saisissant.	33
CHAPITRE III. — Indisponibilité de la créance saisie et la situation du premier saisissant	39
SECTION I. — <i>Situation normale du premier saisissant</i> ...	40
§ 1 ^{er} . — Solutions de la doctrine	44
§ 2. — Solutions de la jurisprudence.....	50
SECTION II. — <i>Situation privilégiée et exceptionnelle du premier saisissant. Loi du 17 juillet 1901</i>	65
CHAPITRE IV. — Situation du premier saisissant au point de vue législatif.....	79
§ 1 ^{er} . — Législations étrangères.....	80
§ 2. — Projets de réforme.....	89



Travail exécuté en commandite par des ouvriers syndiqués

SAINT-BRIEUC. — Typ. F. GUYON — (1143-3-9-1,5)



